

pour la Couronne et de renforcer une domination politique au moyen d'un peuplement ; 2. le commerce avec l'aire géographique environnante, mais surtout avec la métropole. Suivant les formes concrètes de la colonisation, l'une ou l'autre fonction est prépondérante. En général, les villes espagnoles avaient essentiellement un rôle de gouvernement, correspondant à la politique mercantiliste de la Couronne de Castille, alors que les implantations portugaises au Brésil étaient plus centrées sur la rentabilité de l'échange de produits et des exploitations intensives dans les régions proches des ports¹⁰⁹.

Il en résulte deux conséquences fondamentales en ce qui concerne le processus d'urbanisation :

1. Les villes sont directement liées à la métropole et ne dépassent guère les limites de la région environnante dans ses communications et dépendances fonctionnelles. Cela explique la faiblesse du réseau urbain en Amérique latine et le type d'implantation urbaine, éloignée des ressources naturelles de l'intérieur du continent. J. P. Cole a effectué un calcul, pondéré par rapport aux centres urbains des unités administratives territoriales, qui permet de diviser l'aire spatiale en trois couronnes progressivement distantes de la côte. Les résultats sont éloquentes : en 1950, 86,5 % de la population de l'Amérique du sud se concentrent dans la couronne côtière qui ne comprend que 50 % de la surface¹¹⁰.

2. Les fonctions urbaines d'une vaste région se concentrent dans le noyau de peuplement initial, jetant ainsi les bases de la primauté d'une grande agglomération. La ville et son territoire établissent des rapports étroits et asymétriques : la ville gère et consomme ce que la campagne produit.

B. La substitution à la dépendance politique vis-à-vis de l'Espagne d'une dépendance commerciale à l'égard d'autres puissances européennes, en particulier l'Angleterre, à partir du XVIII^e siècle et surtout après l'indépendance, affecte la situation antérieure, mais sans modifier qualitativement ses grandes lignes. Par contre, du point de vue quantitatif, l'activité commerciale et l'extension des activités productrices suscitées par l'élargissement du marché, sont à la base d'une forte croissance démographique et urbaine (voir tableau 18).

109. Cf. MARIA EUGENIA ARAVENA, *Dependencia y urbanizacion en America Latina : el periodo colonial*, FLACSO, Santiago de Chile, 1968 (mimeo).

110. J. P. COLE, *Latin America. An Economic and Social Geography*, London, Batterwarths, 1965, 468 p.

Tableau n° 18
Evolution de la population en Amérique latine (1570-1950)

Année	Population (millions de personnes)
1570	10,2
1650	11,4
1750	11,1
1800	18,9
1825	23,1
1850	33,0
1900	63,0
1950	160,0

Sources : ROSENBLAT, CARR-SAUNDERS, dans ANGEL ROSENBLAT, *La Población indígena en América Latina*, Buenos Aires, 1954.

A partir de l'insertion complète de l'ensemble du continent dans la sphère du marché mondial, sous l'hégémonie britannique, sont entamées l'exploitation systématique des ressources du secteur primaire demandée par les nouvelles économies industrielles et, parallèlement, la constitution du réseau de services et transports nécessaires à ces activités. La conséquence la plus directe de cette situation sur l'urbanisation fut la diversification régionale de la production. Ainsi, l'Argentine et l'Uruguay, fondés sur un essor extraordinaire de l'élevage¹¹¹ et sur la fusion des intérêts entre la bourgeoisie marchande de Buenos Aires et les propriétaires de l'intérieur, connurent une forte croissance économique, avec concentration de toutes les fonctions tertiaires dans la capitale, déjà lieu privilégié en tant que port d'exportation.

On peut signaler un phénomène parallèle au Chili, avec un spectaculaire décollage fondé sur l'extraction minière et appuyé sur la solidité de la machine bureaucratique dont Portales sut doter la bourgeoisie naissante¹¹².

Par contre, les pays de l'intérieur et ceux du nord des Andes, en particulier le Pérou, restèrent presque en marge de la nouvelle structure économique — sociétés dominées par l'oligarchie foncière et réduites, dans leur système urbain, aux collectivités municipales héritées de la colonisation espagnole¹¹³.

111. R. CORTÉS CONDE et E. GALLO, *La formación de la Argentina moderna*, Paidós, Buenos-Aires, 1967.

112. A. PINTO, *Chile : un caso de desarrollo frustrado*.

113. A. QUIJANO, *Tendencias de cambio en la sociedad peruana*, Universidad de Chile, mimeo, 1967.

De l'autre côté, en Amérique centrale, l'articulation du système impérialiste prit la forme de l'économie de plantation avec des fonctions urbaines pratiquement réduites aux activités portuaires et au maintien de l'ordre. Cela explique un niveau d'urbanisation très inférieur au reste du continent, à l'exception de Cuba, où la longue durée de la domination espagnole maintint la lourdeur de l'appareil administratif dans les centres urbains.

C. Sur la base de cette organisation spatiale, le processus d'industrialisation latino-américaine marque les formes urbaines différenciellement, aussi bien en termes de rythmes que de niveaux. Ainsi, la première phase de l'industrialisation, que ce soit sur la base presque exclusive de capitaux étrangers (Argentine, Uruguay, Chili), ou à partir de la mobilisation d'une certaine bourgeoisie nationale utilisant les mouvements populistes (Mexique, Brésil), eut un rôle limité, étroitement dépendant du commerce extérieur. Par conséquent, si elle accéléra la désagrégation de la société rurale, elle ne changea guère les fonctions urbaines (peut-être à l'exception de Buenos Aires).

En revanche, à partir de la Grande Crise de 1929, l'effondrement des mécanismes du marché mondial et la nouvelle situation créée dans les rapports de classes, incitent à limiter les importations et à créer des industries centrées sur la consommation locale¹¹⁴. Étant donné les caractéristiques de ces industries — faible composition organique du capital et besoin immédiat de rentabilité — leur implantation dépend étroitement de la main-d'œuvre urbaine, et, surtout, du marché potentiel des grandes agglomérations. Cette industrialisation, même limitée, suscite une expansion démesurée des « services », car c'est l'occasion d'absorber partiellement toute une masse en chômage déguisé.

Après la Deuxième Guerre Mondiale, les investissements étrangers, et en particulier américains, trouvent un débouché à l'excédent de capitaux dans le développement de cette industrie locale ; il s'agit aussi d'ouvrir de nouveaux marchés¹¹⁵. Le processus s'accélère dans les pays qui disposaient déjà d'une certaine base (Argentine, Chili, et surtout Mexique et Brésil) et il est suscité rapidement dans d'autres pays jusqu'alors limités à la production primaire, comme le Pérou ou la Colombie, où les changements des quinze dernières années ont été spectaculaires.

Les villes deviennent ainsi en partie des centres industriels et reçoivent en plus l'impact secondaire de cette

114. Cf. M. HALPERIN, *Growth and crisis in Latin American Economy*, in PETRAS and ZEITLIN (eds), *op. cit.*, 1968, pp. 44-76.

115. Cf. A. G. FRANK, *op. cit.*, 1968.

nouvelle dépendance de par la masse de services suscités et de par la destruction encore plus poussée des anciennes formes productives agricoles et artisanales. Essayons de préciser le processus en cours.

Il semble peu douteux que l'élargissement du marché du travail et l'augmentation de la capacité d'effectuer des investissements publics entraînés par l'industrialisation provoquèrent une élévation du niveau de vie et la réalisation de certains équipements collectifs. Mais la décomposition de la structure agraire (produite par la persistance du système de propriété foncière traditionnel dans les nouvelles conditions économiques) et les limites de cette industrialisation (subordonnée à l'expansion de la demande solvable) accentuèrent le déséquilibre villes/campagnes et débouchèrent sur la concentration accélérée de la population dans les agglomérations principales¹¹⁶.

Le facteur décisif de la croissance urbaine en Amérique latine est sans aucun doute la migration rurale-urbaine. Le séminaire de l'U. N. E. S. C. O. sur ce problème arriva à déterminer, après comparaison des différentes sources de données, un taux de croissance démographique semblable pour les villes et les campagnes. Par conséquent, si la croissance de la population urbaine est beaucoup plus élevée, c'est parce qu'elle est due seulement pour 50 % à la croissance naturelle, alors que les 50 % restants proviennent de la migration rurale¹¹⁷.

L'émigration est un acte social et non pas la conséquence mécanique d'un déséquilibre économique. Son analyse, essentielle pour l'étude de l'urbanisation, demande un effort de théorisation spécifique, qui exige une recherche en profondeur, dépassant notre exposé actuel¹¹⁸.

Mais nous pouvons, sans entrer dans la logique interne du processus, signaler les conditions structurales qui accroissent son importance et débouchent sur un taux d'urbanisation très fort¹¹⁹.

Un premier fait, indiscutable, est l'inégalité énorme du niveau de vie et des ressources entre les villes et les campagnes. Les données présentées à cet égard par le Secrétaire de la C. E. P. A. L. dans *El Desarrollo de America Latina en la postguerra* (1963) sont sans équivoque¹²⁰; et

116. Cf. J. GRACIARENA, *Poder Y clases Sociales en el Desarrollo de America Latina*, Paidós, Buenos Aires, 1967.

117. Voir HAUSER, *op. cit.*, et aussi A. SOLARI, *Sociologia rural latino americana*, Paidós, Buenos Aires, 1968, p. 40.

118. Voir les propositions théoriques d'A. TOURAINE dans *Ouvriers d'origine agricole*, Seuil, Paris, 1961.

119. Cf. les premiers résultats de J. WEISLITZ, *op. cit.*, 1969.

120. Secretaria de CEPAL, *El desarrollo social de America Latina en la postguerra*, Solar-Hachette; Buenos Aires 1963, 164 p. en particulier, Chap. II; aussi SOLARI, *op. cit.*, 1968.

cela, que l'on considère la consommation au niveau individuel ou au niveau collectif. Le même décalage est à l'origine du bilan négatif de la migration : l'ampleur du mouvement suscité dépasse les possibilités d'absorption du nouveau système productif (voir tableau 19).

Tableau n° 19

*Urbanisation et stratification sociale
en Amérique latine, 1950 (pourcentages)*

Pays	Population rurale		Population urbaine	
	Personnes employées dans l'agriculture (15 années et +)	Strates moyennes et hautes	Strates moyennes et hautes	Personnes habitant des villes de 20 000 habitants ou plus
Amérique centrale				
Haiti	83	3	2	5
Honduras ...	83	4	4	7
Guatemala ..	68	8	6	11
Salvador	62	10	9	13
Costa-Rica ..	54	12	14	18
Panama	48	15	15	22
Cuba	41	22	21	37
Amérique du Sud				
Bolivie	70	8	7	20
Brésil	58	15	13	20
Colombie ...	54	22	12	32
Paraguay ...	54	14	12	15
Equateur	53	10	10	18
Venezuela ...	53	18	16	31
Chili	30	22	21	45
Argentine ...	25	36	28	48

Sources : *Algunos aspectos salientes del desarrollo social de America Latina* (O. E. A. 1962) p. 144 ; G. GERMANI, « Estrategia para estimular la movilidad social », *Aspectos sociales del desarrollo economico de America Latina*, U. N. E. S. C. O., 1962, t. 1, p. 252.

Cependant, l'inégalité des conditions de vie n'explique pas le transfert massif des populations, à moins de s'en tenir à l'affirmation idéologique d'un *homo economicus* uniquement déterminé par une rationalité économique individuelle. Il y a aussi, et surtout, à la base du phénomène des migrations, la *désorganisation de la société rurale*. Cette désorganisation n'est pas explicable par « la diffusion des valeurs urbaines » ; l'hypothèse simpliste qui voit un fait majeur dans la pénétration de la société rurale par les *mass media* oublie que la théorie de l'information part d'une certaine correspondance entre le code de l'émetteur et le code du récepteur par rapport à un message. C'est-à-dire que les messages sont perçus et sélectionnés en fonction du système culturel de l'agent, lui-même déterminé par sa place dans la structure sociale.

Par conséquent, si dans certaines zones rurales, il y a « diffusion urbaine », cela est dû au fait que les bases structurales de la nouvelle situation ont désorganisé les systèmes culturels traditionnels. A un niveau purement infrastructural, nous pouvons dire que le déterminant essentiel de la décomposition de la société agraire, est la contradiction entre l'augmentation accélérée de la population, conséquence de la baisse récente du taux de mortalité et le maintien des formes improductives de propriété foncière ¹²¹.

Or, le maintien de ces formes fait partie du même processus social que l'industrialisation urbaine, à travers la fusion d'intérêts, en dernière instance, des classes dominantes respectives. *Il ne s'agit donc pas d'un simple déséquilibre de niveaux, mais de l'impact différentiel de l'industrialisation dans les sociétés rurale et urbaine, décroissant et accroissant respectivement leur capacité productive, cependant que les échanges entre les deux secteurs sont rendus plus aisés.*

Enfin, l'afflux de population dans les centres urbains transforme profondément les formes écologiques, mais n'affecte que très relativement les activités improductives. Le rapport de C. E. P. A. L. ¹²² montre en effet une tendance très nette de l'industrie et du commerce artisanaux à créer des emplois peu productifs, freinant les progrès de la productivité par l'utilisation d'une main-d'œuvre abondante et bon marché. De la même manière, autour des organismes administratifs naissent de véritables systèmes de clientèle qui ne répondent pas à une augmentation

121. Solon BARRACLOUGH, *Notas sobre tenencia de la tierra en America Latina*, ICIRA, Santiago de Chile, 1968.

122. CEPAL, *rapport cit.*, 1963, p. 73-74.

réelle de l'activité, mais au développement de réseaux d'influence personnelle.

L'urbanisation en Amérique latine n'est pas l'expression d'un processus de « modernisation », mais la manifestation, au niveau des relations socio-spatiales, de l'accentuation des contradictions sociales inhérentes à son mode de développement — développement déterminé par une dépendance spécifique à l'intérieur du système capitaliste monopoliste.

Mode de production et processus d'urbanisation : remarques sur le phénomène urbain dans les pays socialistes

Nous avons parlé, jusqu'ici, de l'urbanisation dans la société capitaliste, que ce soit dans les pays dominants ou dépendants. Cette caractérisation ne repose pas sur une option idéologique, elle est la conséquence d'un point de départ théorique : l'hypothèse que le rapport entre société et espace (car c'est cela, l'urbanisation) est fonction de l'organisation spécifique de modes de production qui coexistent historiquement (avec prédominance de l'un d'eux) dans une formation sociale concrète, ainsi que de la structure interne de chacun de ces modes de production¹²³.

A partir de là, désigner une société comme capitaliste, spécifiant ensuite la conjoncture précise et le stade du capitalisme qui s'y manifeste, nous permet d'organiser théoriquement l'analyse.

Mais l'inverse n'est pas vrai : qualifier de « socialiste » une formation sociale n'éclaircit pas sa relation à l'espace, et très souvent, cela dévie plutôt la recherche, qui se

123. Cf. L. ALTHUSSER, *Pour Marx*, Maspero, Paris, 1965 ; E. BALIBAR, « Sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique », dans L. ALTHUSSER et E. BALIBAR, *Lire le Capital*, Maspero, Paris 1968, pp. 79-226 du volume 2.

réfugie dans une série de dichotomies idéologiques tendant à présenter l'envers de la logique capitaliste, au lieu de montrer les processus réels qui se développent dans les nouvelles formes sociales.

La raison de cette différence dans la capacité analytique des deux catégories apparaît assez clairement : alors que la théorie du mode de production capitaliste a été élaborée, au moins en partie (surtout en ce qui concerne sa région économique) par Marx, dans *Le Capital*, la théorie du mode de production socialiste n'existe qu'à l'état embryonnaire¹²⁴. Dans ces formes de transition, la catégorie « socialisme » joue donc plutôt le rôle d'idéal-type vers lequel on tend que d'instrument d'analyse de la structure sociale. Or, la théorie de ces « formes de transition » n'existe pas non plus de façon achevée, et il n'est pas question ici d'aborder un tel problème.

Nous pouvons cependant tenter de déceler quelques singularités au niveau de la relation espace-société, de manière à apporter des éléments d'observation pour une nouvelle logique de structuration sociale, typique de formations sociales « post-capitalistes ».

Il semble clair, de toute façon, que, dans ces « formations sociales de transition », la propriété privée des moyens de production disparaît comme élément structural. Le marché n'est plus le régulateur économique et il cesse donc d'influencer directement l'urbanisation. Le facteur principal de l'organisation sociale est l'Etat et, à travers l'Etat, le parti au pouvoir. Ce déplacement du système dominant (le politique prenant la place de l'économique) ne règle pas la question de l'organisation des classes sociales et de leur rapport à l'espace et, plus exactement, il ne précise pas en fonction de quels intérêts le processus d'urbanisation est dirigé, car la relation entre les classes sociales, l'Etat et le parti dépend étroitement de chaque conjoncture historique.

Mais c'est cette primauté du *politique* et son indépendance à l'égard de l'économie qui doivent caractériser le processus d'urbanisation dans les pays socialistes. Plus encore, cette primauté produira un contenu différent dans les formes spatiales suivant la ligne politique appliquée. Nous formulons donc l'hypothèse que *l'urbanisation socialiste se caractérise par le poids décisif de la ligne politique du parti, dans l'organisation du rapport à l'espace, chan-*

124. Si CH. BETTELHEIM a posé quelques jalons dans l'analyse de l'économie socialiste, il semble bien que le noyau théorique pour l'analyse des nouvelles formes sociales devra être cherché dans l'œuvre de MAO TSÉ TOUNG ; Cf. aussi, sur ce point, le texte cité d'E. BALIBAR.

geant éventuellement le rapport à l'économique ou à la technique, tel qu'il a été observé dans l'urbanisation capitaliste. Une réponse positive à cette hypothèse mettrait dans la voie du repérage du niveau social dominant dans les « formes de transition ». Nous ne pouvons que suggérer une perspective à partir de quelques données, extrêmement sommaires.

En Union soviétique¹²⁵, où l'on comptait en 1913 84,5 % de population rurale, la politique économique destinée à créer les bases du socialisme prônait l'industrialisation accélérée, en particulier en ce qui concerne l'industrie lourde. Cela veut dire, concrètement, renforcement de la base industrielle déjà existante dans les grandes villes, et mise en valeur des ressources de nouvelles régions, à travers une véritable *colonisation industrielle*. D'où, création de nouvelles zones urbaines et un taux général d'urbanisation assez élevé. D'autre part, la révolution ayant été le fait du prolétariat urbain, une propagande intense se développe auprès des paysans pour les attirer vers les villes, là où ils pourront participer plus directement au processus politique et à l'édification d'une société révolutionnaire. C'est quelque chose de fondamental que la révolution bolchevique ait été une révolution presque exclusivement prolétarienne et urbaine dans un pays à écrasante majorité rurale.

Cependant, malgré la tendance de la politique du P. C. U. S. à développer l'urbanisation, les difficultés de la lutte à mort entre l'ordre ancien et le nouveau, suscitent un processus presque contraire, car les masses urbaines émigrent vers la campagne à la recherche de moyens de subsistance. La désorganisation totale de l'économie et la famine qui s'ensuivit firent dépendre entièrement la croissance des villes de la capacité de la campagne à les nourrir, ainsi que du système de transport et de distribution, nécessaire aux échanges. Ce qui explique que le taux de la population urbaine (15,5 %

125. Etant donné que, sur ce problème, nous ne faisons que poser des questions, notre documentation est limitée aux ouvrages de base à partir desquels une recherche approfondie sur données de première main peut être orientée. Voir, par exemple, P. SORLIN, *La société soviétique*, Paris, A. Colin, 1964, 281 p. ; P. GEORGE, *l'U. R. S. S.*, Paris, P. U. F., 1962, 497 p. — A. D. KONSTANTINOV, « Some Conclusions about the geography of cities and the urban population of the USSR based on the result of the 1959 census », *Soviet Geography*, n° 7, 1960 ; H. CHAMBRE, *L'aménagement du territoire en U. R. S. S.*, Paris 1959 ; B. SVETLICHNYI, « Some problems of the longrange development of cities », *Soviet Sociology*, Summer 1967 ; *Histoire du P. C. U. S.* (Moscou, Editions en langues étrangères) ; *Manuel d'Economie Politique* (Moscou, Editions en langues étrangères) ; STALINE, *Les bases du léninisme*, U. G. E., Paris, 1969.

en 1913) soit tombé à 14 % en 1920, remontant lentement après (16 % en 1923, 17 % en 1930) (voir tableau 20).

Mais une fois le nouveau système politique solidement établi, la ligne du P. C. U. S. s'impose et l'accélération de l'urbanisation découle des deux grands objectifs visés : l'industrialisation, d'une part ; la restructuration sociale des campagnes à travers la collectivisation agricole, de l'autre. De 1930 à 1933, coïncidant avec la lutte « anti-koulaks », la population de citadins passe brusquement de 17 à 23 % et, en 1938, à 32 %.

Malgré le développement de nouvelles zones urbaines à l'est de la Volga, suscitées par l'industrialisation liée aux ressources minières et énergétiques, l'essentiel de la croissance urbaine a lieu dans les grandes villes déjà existantes. Une économie aux prises avec la construction d'une infrastructure industrielle devait nécessairement être confrontée à de grandes difficultés pour pallier les besoins urbains brusquement apparus. La crise du logement atteint une gravité certaine : si, en 1927-28, la population urbaine ne disposait en moyenne que de 5,9 m² d'espace de logement par personne, en 1940 cet espace descend à 4,09 m²¹²⁶. Cependant, cette crise est conjoncturelle et, au fur et à mesure que l'économie progresse, sont arrêtées une série de mesures en vue de : 1. redistribuer la population sur l'ensemble du territoire et limiter la croissance des grands centres urbains ; 2. investir dans la construction de logements et organiser les services collectifs correspondants.

Dans une première phase, donc, l'urbanisation soviétique présente certains traits semblables à ceux des pays capitalistes dans leur phase de décollage industriel-urbain, avec cette différence que la population ouvrière ne connaît pas le chômage¹²⁷ et que, même si le niveau de vie est extrêmement bas, l'organisme urbain se montre capable d'assimiler le rythme de la croissance.

Mais une fois cette première phase dépassée, l'organisation de l'espace tend à devenir effectivement l'expression de la politique mise en œuvre. Ainsi, la diversification industrielle et la colonisation urbaine de vastes territoires, en particulier de la Sibérie occidentale et du Kazakhstan, eurent effectivement des résultats. Après la guerre, on se proposa de freiner la concentration dans les grandes villes. S'il fut impossible de maintenir à Moscou le plafond des cinq millions d'habitants (il y en avait 8 500 000 en 1963),

126. H. CHAMBRE, « L'urbanisation en U. R. S. S. », in H. CARRIER et Ph. LAURENT, *Le phénomène urbain*, Aubier-Montaigne, Paris, 1965, p. 199.

127. P. SORLIN, *op. cit.*

l'expansion urbaine se réalisa pour l'essentiel dans les villes moyennes et les nouveaux centres des régions de colonisation (plus de six cents nouvelles villes). Ainsi, alors qu'entre 1926 et 1939, Moscou, Léninegrad et Kharkov doublèrent leur population, entre 1939 et 1959, les villes de moins de 200 000 habitants se sont accrues de 84 % ; celles entre 200 000 habitants et 300 000, de 63 %, entre 500 000 et 1 000 000, de 48 % et Moscou, de 20 %.

En ce qui concerne le logement, les programmes publics se succèdent, afin de construire la plus grande quantité possible d'appartements, sans souci de qualité, avec parfois des conséquences fâcheuses : de 1959 à 1962, 12 % des nouveaux appartements furent déclarés inhabitables. Mais l'effort fut gigantesque : de 1954 à 1964, on a construit 17 000 000 de logements urbains et 6 000 000 de maisons rurales. La surface moyenne par personne est passée de 4,09 m² en 1940 à 7,2 m² en 1954 et 9,09 m² en 1961. Si les importants investissements dans le logement ont été déterminants pour ces succès, les progrès dans la production d'éléments préfabriqués ont permis un rythme très élevé de réalisations.

La nouvelle orientation politique issue du XX^e Congrès, qui mit l'accent sur la consommation, les mesures de décentralisation de la gestion économique et le renforcement de l'intégration sociale par des moyens autres que politiques conduisirent à des tentatives de création urbanistique. En effet, les plans de révolution dans l'urbanisme des années 20 avaient été ensevelis sous les urgences de la première période¹²⁸. Par contre, ces dernières années, des initiatives « modernistes » se sont fait jour dans le domaine urbain avec, par exemple, la création d'une cité scientifique en Sibérie ou des micro-rayons de la banlieue de Moscou¹²⁹.

Le micro-rayon est une unité de quelque 15 000 personnes, composée de bâtiments de quatre ou cinq étages, pourvue d'équipement scolaire, de services collectifs, de centres de loisirs, et protégée par une ceinture verte. Ensemble résidentiel, il est lié à un ou plusieurs centres d'activité par des moyens de transport collectif. Dans sa conception, il est très semblable aux villes nouvelles anglaises, avec cette différence essentielle qu'il dépend expressément d'un centre de production. Le micro-rayon reflète le nouveau rapport à l'espace, que définit, implici-

128. Cf. A. KOPP, *Ville et révolution*, Paris, Anthropos, 1967.

129. Cf. in *Recherches internationales à la lumière du marxisme, L'homme et la ville*, n° spécial, Paris, octobre 1960, et aussi P. HALL, *op. cit.*, 1967.

tement, la ligne politique des actuels dirigeants soviétiques : intégration et valorisation de la consommation.

En même temps, en liaison aussi avec la nouvelle orientation économique d'investissement préférentiel dans l'agriculture, on lança le projet des « agrovilles », dépassement des différences entre ville et campagne. Cependant, dans la mesure où ces différences sont fondées sur la subordination économique de l'agriculture à l'industrie, et où le rétablissement de l'équilibre entre les deux secteurs est un processus économique-social plutôt que spatial, ces rares expériences d'agrovilles, bientôt arrêtées, ne dépassèrent jamais le stade de centres d'équipements collectifs en zone rurale, ou, dans le meilleur des cas, de points forts de la colonisation agricole.

S'il y a fusion du rural et de l'urbain, c'est plutôt au niveau de la région métropolitaine soviétique, telle que l'a décrite Pchelintsev¹³⁰. Rapprochement avec la Megalopolis de Gottmann ? Il serait trop rapide de conclure à une identité de formes spatiales, à même niveau technique et mode de production différent, à partir de la simple constatation de ressemblances formelles. Car il faut tenir compte des faits suivants : 1. Le mode de production capitaliste est toujours présent, quoique dominé *pour le moment*, dans la société soviétique ; 2. Si les « problèmes urbains » sont proches de ceux des Américains en termes nominaux, leur sens social, leur fonction technique et, surtout, leur solution sont essentiellement différents ; 3. Une recherche est effectivement à faire pour, au-delà des formes, montrer la structure urbaine différentielle de chaque situation, ce qui exige l'articulation de cette structure urbaine à la structure sociale.

Les remarques qui suivent visent à explorer cette voie en traitant un mode de production non capitaliste à un autre niveau de développement économique et technique. En effet, une analyse de la Chine et de Cuba serait hautement significative : « sous-développés », suivant des critères statiques et taxonomiques, ces pays connaissent un processus d'urbanisation très différent de celui des pays capitalistes au même niveau de « développement ». D'autre part, si la relation à l'espace exprime, comme en Union soviétique, la primauté du politique, le contenu spécifique de leur organisation spatiale est différent, puisque les lignes politiques, de part et d'autre, ne sont pas identiques.

Il est important de rappeler que *la révolution chinoise*,

130. O. S. PCHELINTSEV, « Problems of the development of the large cities », *Soviet Sociology*, Fall 1966, vol. V, n° 2.

bien que dirigée par un parti ouvrier, s'appuya prioritairement sur les masses des paysans pauvres et, après le revirement stratégique proposé par Mao Tsé-toung, adopta la tactique militaire et politique de l'encerclement des villes par les campagnes. Les villes chinoises, en particulier Changhaï et Canton, étaient l'héritage du colonialisme, la résidence des bureaucraties administratives et des commis des intérêts étrangers, le siège des quartiers généraux des armées d'occupation. Le prolétariat industriel était relativement peu nombreux. Il est donc évident que les bases politiques de la République populaire, après la prise du pouvoir en 1949, furent bien plus solides dans les campagnes, où résidaient, en 1950, 90 % de la population¹³¹.

Les premières années voient cependant se produire un mouvement d'urbanisation, dans la mesure où le démarrage industriel et la réorganisation des services demandent une force de travail accrue (cf. tableau 20). Il faut cependant noter : 1. qu'il y a une survalorisation des statistiques de population urbaine, du fait de l'extension des frontières administratives des agglomérations et de l'annexion de zones semi-rurales ; 2. qu'en tout état de cause, *la croissance urbaine est due essentiellement à la croissance naturelle de la population beaucoup plus qu'à la migration* (à l'inverse de ce qui se produit dans les pays capitalistes sous-développés¹³²).

Mais c'est surtout à partir de 1957 que le renversement de la liaison classique entre développement économique et urbanisation s'opère. Deux raisons déterminent cette nouvelle politique spatiale :

1. La priorité donnée à l'agriculture et la volonté de compter sur ses propres forces, suivant le mot d'ordre : *prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant* (Mao Tsé-toung¹³³).

131. Pour les données statistiques élémentaires, cf. J. GUILLERMAZ, *La Chine Populaire*, P. U. F., Paris, 1967, coll. *Que sais-je ?* Le document de base en ce qui concerne l'urbanisation reste l'étude de M. B. ULLMANN, *Cities of Mainland China : 1953-1959*, U. S. Bureau of Census, International Population Research, Washington D. C. August 1961. Cf. Aussi WU-YUAN-LI, *The spatial economy of Communist China ; a study on industrial location and transportation*, Hoover Institution, Stanford, California, Praeger, 1967, 367 p.

132. Cf. ULLMAN, *op. cit.*, 1961 ; GUILLERMAZ, 1967, p. 103 ; R. PRESAT, « La population de Chine et son économie », *Population*, octobre 1958, pp. 569-590 ; L. A. ORLEANS, « The Recent Growth of China's urban population », *Geographical Review*, June 1959, pp. 43-57.

133. Cf. Comité révolutionnaire de Pékin, « La voie de l'industrialisation socialiste en Chine », *Pekin Information*, 27-10, 1969. Et aussi sur les méthodes de travail dans l'agriculture. KIN-KI, « Partout fleurit l'esprit de Tatchaï », *La Chine*, N° 2, 1966.

2. Le mouvement Hsia-Fang, tendant à déplacer vers le travail rural des millions de travailleurs intellectuels, afin de freiner les déviations droitières apparues dans l'application de la politique dite des « Cent fleurs ». Cette tentative fut, de l'avis des observateurs étrangers, un succès complet, qui réussit à limiter la croissance urbaine à celle du taux naturel de chaque ville¹³⁴ ou même à la faire baisser : en 1963, 20 000 000 de migrants ruraux étaient retournés dans les campagnes¹³⁵.

Tableau n° 20

L'évolution de la population urbaine en Chine, 1949-1957

Année	Total	Urbaine		Rurale	
		Nombre	%	Nombre	%
1957	642 000	92 000	14,3	550 000	85,7
1956	627 800	89 150	14,2	538 650	85,8
1955	614 650	82 850	13,5	531 800	86,5
1954	601 720	81 550	13,6	520 170	86,4
1953	587 960	77 670	13,2	510 290	86,8
1952	574 820	71 630	12,5	503 190	87,5
1951	563 000	66 320	11,8	496 680	88,2
1950	551 960	61 690	11,1	490 270	88,9
1949	541 670	57 650	10,6	484 020	89,4

Sources : « China's Population from 1949 to 1956 », *T'ung-chi kung-tso* (Statistical Bulletin), no. 11, June 14, 1957; translated in E. C. M. M., no. 91; July 22, 1957, pp. 23-25.

1957 : WANG KUANG-WEI, « How to Organize Agricultural Labor », *Chi-hua ching-chi* (Planned Economy) no. 8, 1957, pp. 6-9, translated in E. C. M. M., no. 100, September, 23, 1957, pp. 11-14.

Ce mouvement eut des répercussions très sérieuses sur la structure urbaine chinoise, car il permit, par exemple, à Pékin, de libérer d'énormes surfaces de bureaux, transformés en logements : 260 000 m² en 1958 et 100 000 m²

134. Cf. L. A. ORLEANS, « China's population : reflections and speculations », in RUTH ADAMS (ed.), *Contemporary China*, Pantheon Books, New York, 1966, p. 246. Sur le contenu politique de la campagne, voir « Les jeunes gens instruits progressent dans la voie révolutionnaire », *Pékin Information*, 10-2-1969.

135. Cf. J. W. LEWIS, « Political Aspects of Mobility in China's Urban Development », *The American Political Science Review*, december 1966, pp. 899-912.

en 1959 (ce qui est très important, si l'on sait qu'entre 1949-1956, toute la construction de logements, à Pékin, n'occupa que 3 660 000 m²¹³⁶). Que l'on pense au déplacement des populations du centre ville pour y installer des bureaux, dans les sociétés capitalistes, et les différences d'utilisation de l'espace commencent à être évidentes !

On peut signaler cinq traits fondamentaux qui expliquent cette « ruralisation » maintenue de la société chinoise, comparée à l'expérience russe :

1. La révolution chinoise se développa et s'implanta, principalement, dans les masses paysannes. La collectivisation ultérieure se fonda toujours sur un travail d'explication politique de longue haleine¹³⁷.

2. Le P. C. C. H. considère que l'agriculture est à la base du développement économique, bien qu'il se propose également de construire une industrie capable d'activer ce développement¹³⁸.

3. La mobilisation politique est considérée comme un élément essentiel du système productif. Elle dépend de l'intégration dans le système de l'ensemble des régions, et non pas de la création de quelques « pôles de développement¹³⁹ ».

4. Etant donné la situation d'encadrement politique et militaire de la Chine, la dispersion géographique de la population, en éliminant la distinction en points forts et faibles, est un facteur décisif dans la stratégie de la guerre populaire.

5. Surtout, à partir de la révolution culturelle, la négation effective du principe de la division sociale du travail a pour conséquence, non seulement la migration massive des villes vers les campagnes, mais un échange continu des tâches productives entre les personnes et les lieux¹⁴⁰.

136. D'après CH. HOWE, « The Supply of urban housing in Mainland China : the case of Shanghai », *The China Quarterly*, January 1968, pp. 73-97.

137. Cf. TH. P. BERNSTEIN, « Leadership and Mass Mobilization in the Soviet and Chinese Collectivisation Campaigns of 1929-30 and the Soviet and Chinese Collectivisation of 1929-30 and 1953-56 ; 1955-56 ; A. comparison », *The China Quarterly*, July 1967, pp. 1-47.

138. CHI-MING HOW, « Sources of Agricultural growth in communist China », *Journal of Asian Studies*, August 1968, pp. 721-739 ; cf. aussi « La pensée de Mao-Tsé-Toung nous guide dans la lutte pour dompter la nature », *Pekin Information*, 24-11-1969.

139. Voir, par exemple, pour l'analyse d'une expérience concrète : HOUSAGIN ABAYDOULLA, « Le nouveau Sin Kiang », *Chine en construction*, janvier 1966, p. 26.

140. Sur le principe de compter sur ses propres forces, voir *Pekin Information*, 10-2-1969, et *La Chine en construction*, décembre 1967 ; aussi TCHEN-TA-LOUEN, « Les petites usines jouent un grand rôle », *Chine en construction*, juin 1968, p. 26 ; D. H. PERKINS, « Economic Growth in China and the Cultural Revolution : 1960, April 1967 », *The China Quarterly*, April 1967, pp. 33-48.

Toutefois, dans certains secteurs ou activités, une politique de création de formes urbaines a été lancée, pour développer une capacité productive ou pour structurer l'organisation sociale. Un excellent exemple du premier cas est le dynamisme de la construction du complexe industriel de Wou-Han, qui passe de 1 100 000 habitants en 1949 à 2 500 000 en 1967 (projection suivant un plan d'urbanisme soigneusement établi¹⁴¹). De l'autre côté, les communes populaires ont été une réalisation riche d'expériences, malgré les à-coups de leur démarrage¹⁴².

La détermination politique du processus d'urbanisation, en Chine, se manifesta récemment, lors de la révolution culturelle. Dans une première phase, quand les gardes-rouges s'opposèrent aux bureaucraties urbaines, on assista à un afflux massif vers les villes, où se déroulait l'essentiel de la lutte. Ultérieurement, quand il s'agit de réorganiser la production et d'ouvrir de nouveaux horizons politiques et économiques, non seulement les gardes-rouges retournèrent dans leurs régions d'origine, mais on constata de nombreux mouvements vers les zones de colonisation.

Certaines de ces caractéristiques sont aussi présentes dans le récent *processus politique cubain*. L'insistance du gouvernement révolutionnaire pour éliminer la suprématie de La Havane (centre de la contre-révolution), développer l'implantation dans les zones rurales, étendre le réseau de population sur l'ensemble du territoire, s'explique à la fois par les bases sociales du mouvement (les paysans pauvres), l'option nettement agricole de l'économie, les préparatifs pour une éventuelle lutte de guérilla et la volonté de limiter les différenciations sociales¹⁴³.

Les exemples de la Chine et de Cuba montrent clairement que l'urbanisation accélérée et sans contrôle n'est pas une évolution nécessaire déterminée par le niveau de développement, et indiquent de quelle manière une structuration nouvelle des forces productives et des rapports

141. G. LAGNEAU, « Chine en chantier », *Cahiers franco-chinois*, mars 1959, pp. 88-103.

142. G. JANET SALAFF, « The urban communes and anti-city experiments in communist China », *China Quarterly*, January 1967, pp. 82-109.

143. Cf. pour ces orientations très générales, F. J. GARCIA VASQUEZ, *Aspectos del Planeamiento y de la Vivienda en Cuba*, Ed. Jorge Alvarez, Buenos Aires 1968 ; R. SEGRÉ, « Urbanisme, architecture et révolution : l'apport de Cuba », *Espaces et Sociétés*, Paris, Ed. Anthropos, n° 1, 1970 ; et J.-P. GARNIER, *Une ville et une révolution : La Havane*, Editions Anthropos, Paris, 1973.

de production transforme la logique de l'organisation de l'espace ¹⁴⁴.

L'ensemble des observations historiques qui ont été formulées ne peut pas tenir lieu d'explication. Au contraire, à travers elles, il est possible d'identifier la problématique connotée par l'urbanisation, sans être en mesure, pour autant, de la traiter théoriquement. Pour ce faire, il n'y a pas d'autre voie que celle de la recherche concrète, décelant la signification de chaque situation sociale, tout en partant de sa spécificité. Ce qui est à l'opposé d'un survol macro-historique, qui ne peut avoir d'autre utilité qu'une reconnaissance du terrain de travail, de la matière première à transformer pour aboutir à des connaissances. Or, ces recherches sont à leur tour dépendantes de l'élaboration d'outils théoriques qui permettent de dépasser les descriptions particulières, en posant les conditions de la découverte, toujours inachevée, des lois qui relient l'espace et la société.

144. Après la publication de ce livre, une série de travaux ont commencé sur le processus de désurbanisation en Chine. Plusieurs, parmi les meilleurs, ne sont pas publiés. Le plus complet de ceux qui sont accessibles est celui de Micheline LUCCIONI, « Processus révolutionnaire et organisation de l'espace en Chine », *Espaces et Sociétés*, n° 5, 1971, avec une bonne sélection de données et de sources. M. Luccioni continue son enquête *sur place* en 1974-75 et l'on attend un développement de ses recherches. Par ailleurs, Enzo MINGIONE doit publier, en italien, en 1975, une anthologie de textes chinois sur l'urbanisation.

est étonné à l'égard de ces quelques années de l'histoire de la civilisation humaine. Il se demande comment il est possible que dans un espace géographique donné, au même moment, on ait pu observer des phénomènes aussi différents. En fait, il ne faut pas se laisser tromper par l'apparence de l'unité. En réalité, il y a une grande diversité de situations et de processus sociaux et économiques qui se déroulent en même temps et dans le même espace géographique. C'est pourquoi il est difficile de trouver une explication unique à ces phénomènes.

II

L'idéologie urbaine

La « ville » tient lieu, dans les discours des technocrates d'explication par l'évidence des transformations culturelles qu'on n'arrive pas à (ou qu'on ne peut pas) saisir et comprendre. Le passage d'une « civilisation rurale » à une « civilisation urbaine », avec tout ce que cela comporte de « modernité » et de résistances au changement, établit le cadre (idéologique) des problèmes d'adaptation aux nouvelles formes sociales. La société étant conçue comme une unité et celle-ci évoluant à travers la transformation des valeurs qui la fondent, il n'y avait plus qu'à trouver une cause quasi naturelle (la technique + la ville) à cette évolution, pour s'installer dans la pure gestion d'une société sans classes (ou naturellement et nécessairement divisée en classes, ce qui revient au même) et aux prises avec les décalages et blocages que lui impose son rythme interne de développement.

L'idéologie urbaine est cette idéologie spécifique qui a existé les modes et les formes d'organisation sociale en tant que caractéristiques d'une phase de l'évolution de la société, étroitement liée aux conditions techno-naturelles de l'existence humaine et, finalement, à son cadre de vie.

La ville, source de création ou de déchéance ?

L'urbain, style de vie et expression de la civilisation ? Le cadre environnant, facteur déterminant des rapports sociaux ? C'est ce qu'on pourrait déduire des formulations les plus répandues à propos des questions urbaines : les grands ensembles aliènent, le centre épanouit, les espaces verts détendent, la grande ville est le règne de l'anonymat, le quartier rend solidaire, les taudis produisent la criminalité, les villes nouvelles suscitent la paix sociale, etc.

S'il y a un développement accéléré de la thématique urbaine, cela est dû, dans une très large mesure, à son imprécision, qui permet de regrouper dans cette rubrique, tout un ensemble de questions ressenties, mais non comprises, et dont l'identification (comme « urbaines ») rend moins inquiétantes : on renvoie alors aux méfaits naturels du cadre de vie...

La « ville » tient lieu, dans les discours des technocrates, d'explication, par l'évidence, des transformations culturelles qu'on n'arrive pas à (ou qu'on ne peut pas) saisir et contrôler. Le passage d'une « civilisation rurale » à une « civilisation urbaine », avec tout ce que cela comporte de « modernité » et de résistance au changement, établit le cadre (*idéologique*) des problèmes d'adaptation aux nouvelles formes sociales. La société étant conçue comme une unité et celle-ci évoluant à travers la transformation des valeurs qui la fondent, il n'y avait plus qu'à trouver une cause quasi naturelle (la technique + la ville) à cette évolution, pour s'installer dans la pure gestion d'une société sans classes (ou naturellement et nécessairement divisée en classes, ce qui revient au même) et aux prises avec les décalages et blocages que lui impose son rythme interne de développement.

L'idéologie urbaine est cette idéologie spécifique qui saisit les modes et les formes d'organisation sociale en tant que caractéristiques d'une phase de l'évolution de la société, étroitement liée aux conditions technico-naturelles de l'existence humaine et, finalement, à son *cadre de vie*.

C'est cette idéologie qui, en dernière analyse, a fondé très largement la possibilité d'une « science de l'urbain », comprise comme espace théorique défini par la spécificité de son objet. En effet, à partir du moment où l'on pense être en présence d'une forme spécifique d'organisation sociale — la *société urbaine* —, l'étude de ses caractéristiques et de ses lois devient un enjeu majeur pour les sciences sociales et, à la limite, son analyse commande l'étude des domaines particuliers de la réalité à l'intérieur de cette forme spécifique. L'histoire de la « sociologie urbaine » montre la liaison étroite entre le développement de cette « discipline » et la perspective culturaliste qui la sous-tend.

La conséquence de ce double statut de l'idéologie urbaine est que, si, en tant qu'idéologie, on peut l'analyser et l'expliquer à partir des effets qu'elle produit, en tant qu'*idéologie théorique* (produisant des effets non seulement dans les rapports sociaux, mais aussi dans la pratique théorique) il faut apprendre à la reconnaître dans ses différentes versions, à travers ses expressions les plus rigoureuses, celles qui lui donnent sa « légitimité », tout en sachant qu'elles ne sont pas leur source sociale. Car, comme toute idéologie théorique, elle a une histoire que nous retracerons brièvement afin de dégager et discuter ses thèmes essentiels.

C'est cette idéologie qui, en dernière analyse, a fondé l'idée largement la possibilité d'une « science de l'urbain », comprise comme espace théorique défini par la spécificité de son objet. En effet, à partir du moment où l'on pense être en présence d'une forme spécifique d'organisation sociale — la société urbaine — l'étude de ses caractéristiques et de ses lois devient un enjeu majeur pour les sciences sociales et, à la limite, son analyse commande l'étude des domaines particuliers de la réalité à l'intérieur de cette forme spécifique. L'histoire de la « sociologie urbaine » montre la liaison étroite entre le développement de cette « discipline » et la perspective culturaliste qui

1

Le mythe de la culture urbaine

Quand on parle de « société urbaine », il ne s'agit jamais de la simple constatation d'une forme spatiale. La « société urbaine » est définie avant tout par une certaine *culture*, la *culture urbaine*, au sens anthropologique du terme, c'est-à-dire un certain système de valeurs, normes et relations sociales possédant une spécificité historique et une logique propre d'organisation et de transformation. Cela dit, le qualificatif d'« urbain », accolé à la forme culturelle ainsi définie, n'est pas innocent. Il s'agit bien, comme nous l'avons signalé (cf. *supra*, I) de connoter l'hypothèse de la production de la culture par la nature ou, si l'on veut, d'un système spécifique de relations sociales (la culture urbaine) par un cadre écologique donné¹ (la ville).

Une telle construction est directement reliée à la pensée évolutionniste-fonctionnaliste de l'école sociologique allemande, de Tönnies à Spengler, en passant par Simmel. En effet, le modèle théorique de « société urbaine » a été pensé avant tout par opposition à « société rurale », en analysant le passage de la seconde à la première dans les termes employés par Tönnies, comme l'évolution d'une *forme communautaire* à une *forme associative*, caractérisée avant tout par la segmentation des rôles, la multiplicité des appartenances et la primauté des relations sociales secondaires (à travers des associations spécifiques)

1. Cf. M. CASTELLS, « Théorie et idéologie en sociologie urbaine », *Sociologie et Sociétés*, t. 1, n° 2, 1969, pp. 171-191.

sur les primaires (contacts personnels directs fondés sur l'affinité affective²).

En prolongeant cette réflexion, Simmel (dont l'influence sur la « sociologie américaine » est grandissante) arrive à proposer un véritable type idéal de civilisation urbaine, défini avant tout en termes psychosociologiques : en partant de l'idée (assez durkheimienne) d'une crise de la personnalité, soumise à un excès de stimulation psychique par la complexité démesurée des grandes villes, Simmel déduit la nécessité d'un processus de fragmentation des activités, et d'une forte limitation des engagements de l'individu dans ses différents rôles, seule défense possible contre un déséquilibre général motivé par la multiplicité de pulsions contradictoires. Parmi les conséquences qu'un tel processus provoque dans l'organisation sociale, Simmel signale la formation d'une économie de marché et le développement des grandes organisations bureaucratiques, instruments adéquats pour la rationalisation et la dépersonnalisation exigées par la complexité urbaine. A partir de là, le cercle se referme sur lui-même et le type humain « métropolitain », centré sur son individualité et toujours libre par rapport à lui, peut être compris³.

Or si, dans l'œuvre de Simmel, il reste une ambiguïté entre une civilisation métropolitaine conçue comme source éventuelle de déséquilibre social et un nouveau type de personnalité qui s'y adapte en exacerbant sa liberté individuelle, dans les prophéties de Spengler, le premier aspect l'emporte ouvertement et la culture urbaine est liée à la dernière phase du cycle des civilisations, dans laquelle tout lien de solidarité étant rompu, l'ensemble de la société doit s'autodétruire dans la guerre. Mais ce qui est intéressant chez Spengler, c'est la liaison directe qu'il établit, d'une part, entre les formes écologiques et « l'esprit » de chaque étape de la civilisation et, d'autre part, entre la « culture urbaine » et la « culture occidentale », qui se serait manifestée surtout dans cette partie du monde, du fait du développement de l'urbanisation⁴. On sait que Toynbee s'est fondé sur ces thèses pour proposer l'assimilation pure et simple entre le terme d'« urbanisation » et celui d'« occidentalisation » (*westernization...*). La formulation de Spengler a sans aucun doute l'avantage de la

2. P. H. MANN, *An Approach to Urban Sociology*, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1965.

3. Cf. surtout, G. SIMMEL, « The Metropolis and Mental life », in K. WOLFF (ed.), *The Sociology of Georg Simmel*, The Free Press of Glencoe, 1950.

4. O. SPENGLER, *The Decline of the West*, t. II, G. Allen and Unwin, Londres (publié en 1928).

clarté, c'est-à-dire qu'il tire jusqu'au bout les conséquences de la perspective culturaliste, en fondant les étapes historiques dans un « esprit » et en reliant sa dynamique à une sorte d'évolution naturelle et indifférenciée⁵.

L'ensemble de ces thèmes fut repris avec beaucoup de force par les culturalistes de l'école de Chicago, à partir de l'influence directe subie par Park, le fondateur de l'école, pendant ses études en Allemagne. C'est par ce biais que fut fondée la sociologie urbaine, comme science des nouvelles formes de vie sociale qui apparaissaient dans les grandes métropoles. Pour Park, il s'agissait, avant tout, d'utiliser la ville, et tout particulièrement cette ville étonnante qu'était le Chicago des années 1920, comme un *laboratoire social*, comme un lieu d'émergence des questions, plutôt que comme une source d'explication des phénomènes observés⁶.

Par contre, les propositions de son plus brillant disciple, Louis Wirth, visent véritablement à définir les traits caractéristiques d'une *culture urbaine* et à expliquer son processus de production à partir du contenu de cette forme écologique particulière qu'est la ville. Il s'agit, probablement, du plus sérieux effort théorique jamais fait, à l'intérieur de la sociologie, pour établir un objet théorique (et, par conséquent, un domaine de recherche) spécifique à la sociologie urbaine. Ses échos, trente-trois ans après, dominent encore la discussion. Ce qui nous engage, pour une fois, à tenter un exposé succinct, mais fidèle, de sa perspective, afin de définir les thèmes théoriques sur la « culture urbaine » à travers le plus sérieux de ses penseurs.

Pour Wirth⁷, le fait caractéristique des temps modernes est la concentration de l'espèce humaine dans de gigantesques agglomérations à partir desquelles rayonne la civi-

5. Le texte de M. WEBER, *La ville*, publié d'abord en 1905, mais qui, en réalité, fait partie de *Wirtschaft und Gesellschaft*, a parfois été interprété comme une des premières formulations de la thèse de la culture urbaine. En réalité, dans la mesure où il spécifie fortement les conditions économiques et politiques de cette autonomie administrative qui, selon lui, caractérise la ville, nous pensons qu'il s'agit au contraire d'une localisation *historique* de l'urbain, à l'encontre des thèses évolutionnistes du courant culturaliste, pour qui urbanisation et modernisation sont des phénomènes équivalents.

6. Cf. R. E. PARK, « The City : Suggestions for the Investigation of Human Behavior in the Urban Environment », R. E. PARK, E. W. BURGESS, R. D. Mc KENZIE, *The City*, The University of Chicago Press, 1925.

7. L. WIRTH, « Urbanism as a Way of Life », *American Journal of Sociology*, XLIV, juillet 1938, pp. 1-24 ; pour une sélection de l'œuvre de Wirth, cf. le recueil de textes : *On Cities and Social Life*, The University of Chicago Press, Chicago, 1964.

lisation. Devant l'importance du phénomène, il est urgent d'établir une *théorie sociologique de la ville*, qui dépasse, d'une part, les simples critères géographiques et, d'autre part, qui ne la réduise pas à l'expression d'un processus économique, par exemple l'industrialisation ou le capitalisme. Dire « sociologie », pour Wirth, équivaut à se centrer sur les êtres humains et sur les caractéristiques de leur relation. A partir de là, toute la problématique est axée sur une définition et une interrogation. Une définition sociologique de la ville : « *Localisation permanente, relativement large et dense, d'individus socialement hétérogènes.* » Une interrogation : quelles sont les nouvelles formes de vie sociale qui sont produites par ces trois caractéristiques essentielles de *dimension, densité et hétérogénéité* des agglomérations humaines ?

Ce sont ces relations *causales* entre caractéristiques urbaines et formes culturelles, que Wirth s'attache à mettre en valeur. D'abord, en ce qui concerne la *dimension* d'une ville : plus elle est grande, plus large est l'éventail de variation individuelle et plus grande sera aussi la différenciation sociale ; ce qui détermine le relâchement des liens communautaires, remplacés par les mécanismes de contrôle formel et par la concurrence sociale. D'autre part, la multiplication des interactions produit la segmentation des relations sociales et suscite le caractère « schizoïde » de la personnalité urbaine. Les traits distinctifs d'un tel système de comportement sont donc : l'anonymat, la superficialité, le caractère transitoire des relations sociales urbaines, l'anomie, le manque de participation. Cette situation a des conséquences sur le processus économique et sur le système politique : d'une part, la segmentation et l'utilitarisme des relations urbaines entraînent la spécialisation fonctionnelle de l'activité, la division du travail et l'économie de marché ; d'autre part, puisque la communication directe n'est plus possible, les intérêts des individus ne sont défendus que par représentation.

En second lieu, la *densité* renforce la différenciation interne, car, paradoxalement, plus on est proche physiquement et plus les contacts sociaux sont distants, à partir du moment où il devient nécessaire de ne s'engager que partiellement dans chacune des appartenances. Il y a donc juxtaposition sans mélange de milieux sociaux différents, ce qui entraîne le relativisme et la sécularisation de la société urbaine (indifférence à tout ce qui n'est pas directement lié aux objectifs propres de chaque individu). Enfin, la cohabitation sans possibilité d'expansion réelle débouche sur la sauvagerie individuelle (pour éviter le contrôle social) et, par conséquent, sur l'agressivité.

Pour sa part, l'hétérogénéité sociale du milieu urbain permet la fluidité du système de classes, et le taux élevé de mobilité sociale explique que l'affiliation à des groupes ne soit pas stable, mais liée à la position transitoire de chaque individu : il y a donc prédominance de l'association (fondée sur l'affinité rationnelle des intérêts de chacun) sur la communauté, définie par l'appartenance à une classe ou statut. Cette hétérogénéité sociale s'accorde aussi avec la diversification de l'économie de marché et une vie politique fondée sur les mouvements de masses.

Enfin, la diversification des activités et des milieux urbains provoque une forte désorganisation de la personnalité, ce qui explique la progression du crime, du suicide, de la corruption, de la folie, dans les grandes métropoles...

A partir des perspectives ainsi tracées, la ville reçoit un contenu culturel spécifique, et en devient la variable explicative. Et la culture urbaine se propose comme mode de vie (*Urbanism as a way of life*).

L'essentiel des thèses concernant la culture urbaine proprement dite ne constitue que des variations sur les propositions de Wirth. Toutefois, elles ont été utilisées comme instrument d'interprétation évolutionniste de l'histoire humaine, à travers la théorie, développée par Redfield, du *Folk-Urban Continuum*, dont la résonance a été énorme dans la sociologie du développement⁸.

En effet, Redfield reprend la dichotomie rural/urbain, et la remplace dans une perspective d'évolution écologico-culturelle, identifiant *traditionnel/moderne* et *folk/urban*. A cette différence que, partant d'une tradition anthropologique, il pense la société urbaine par rapport à une caractérisation préalable de la société *folk* : il s'agit d'une société « à dimension restreinte, isolée, analphabète, homogène, avec un sens extrêmement fort de la solidarité de groupe. Ses formes de vie sont codées dans un système cohérent appelé « culture ». La conduite (qui y prédomine) est traditionnelle, spontanée, acritique et personnelle ; il n'y a pas de législation ni d'habitude d'expérimentation et réflexion à des fins intellectuelles. Le système de parenté, ses relations et institutions sont directement dérivés des catégories de l'expérience et l'unité d'action est le groupe familial. Le sacré domine le séculier ; l'économie est beau-

8. Cf. R. REDFIELD, « The Folk Society », *American Journal of Sociology*, janvier 1947, p. 294 ; R. REDFIELD et M. SINGER, « The Cultural Role of Cities », *Economic Development and Cultural Change*, t. IV, 1954 ; et surtout R. REDFIELD, *The Folk Culture of Yucatan*, University of Chicago Press, 1941 ; H. MINER, « The Folk-Urban Continuum », *American Sociological Review*, t. 17, octobre 1952, p. 529-537.

coup plus un facteur de statut plutôt qu'un élément de marché ».

Le *type urbain* se définit par opposition symétrique à l'ensemble des facteurs énumérés, il est donc centré sur la désorganisation sociale, l'individualisation et la sécularisation. L'évolution d'un pôle vers l'autre se fait presque naturellement, par augmentation de l'hétérogénéité sociale et des possibilités d'interaction, au fur et à mesure que la société s'accroît ; aussi, la perte de l'isolement, provoquée par le contact avec une autre société et/ou une autre culture, accélère considérablement le processus. Cette construction étant idéal-typique, aucune société ne lui correspond pleinement, mais toute société se place quelque part le long de ce continuum, si bien que les différents traits énoncés se continuent dans des proportions diverses suivant le degré de l'évolution sociale. Cela indique bien que ces caractéristiques définissent l'axe central de la problématique des sociétés et que, par conséquent, la densification progressive d'une collectivité, avec la complexité sociale qu'elle provoque, est bien le moteur naturel de l'évolution historique, ce qui s'exprime matériellement à travers les formes d'occupation de l'espace.

C'est en ce sens que les critiques d'Oscar Lewis aux thèses de Redfield, montrant que la communauté « folk », qui lui avait servi de premier terrain d'observation, était déchirée par des conflits internes et accordait une place importante aux rapports marchands, sont un peu en porte-à-faux (malgré leur brio) car la théorie du *folk-urban continuum* vise, plutôt qu'à décrire une réalité, à définir les éléments essentiels d'une problématique du changement social⁹.

Par contre, la critique fondamentale de Dewey (« Le continuum rural-urbain : un fait réel, mais sans grande importance¹⁰ ») met en cause plus profondément cette perspective en signalant que, s'il y a, évidemment, des différences entre villes et campagnes, elles ne sont que l'expression empirique d'une série de processus qui produisent, en même temps, toute une série d'effets spécifiques à d'autres niveaux de la structure sociale. En d'autres termes, il y a une variation concomitante entre l'évolution des formes écologiques et des formes culturelles et sociales, sans que, pour autant, on puisse affirmer que cette co-varia-

9. O. LEWIS, « Tepoztlan Restudied A Critique of the Folk-Urban Conceptualization of Social Changes », *Rural Sociology*, t. 18, 1953, pp. 121-134.

10. R. DEWEY, « The Rural-Urban Continuum : Real but Relatively Unimportant », *American Journal of Sociology*, t. LXVI 1, juillet 1960, pp. 60-67.

tion est systématique ni, surtout, que les secondes sont produites par les premières. La preuve en est qu'il peut y avoir diffusion de la « culture urbaine » dans les campagnes, sans, pour autant, estomper la différence des formes écologiques entre les deux. Il faudrait donc conserver à la thèse du « folk-urban continuum » son caractère descriptif, plutôt que d'en faire une théorie générale de l'évolution des sociétés.

Cette critique de Dewey est l'une des rares, dans la littérature, qui aille au fond du problème, car, en général, le débat sur la culture urbaine, tel que l'ont formulé Wirth et Redfield, a tourné autour d'une pure question empirique, cherchant à établir l'existence ou l'inexistence historique d'un tel système, ainsi que sur la discussion des préjugés anti-urbains de l'école de Chicago, mais sans dépasser la problématique du terrain culturaliste où elle avait été définie. Ainsi, des auteurs comme Scott Greer¹¹ ou comme Dhooche¹², signalent l'importance des nouvelles formes de solidarité sociale dans les sociétés modernes et dans les grandes métropoles, en montrant les préjugés romantiques de l'école de Chicago, incapable de concevoir le fonctionnement d'une société autrement que sous la forme d'une intégration communautaire qu'il fallait bien évidemment réserver aux sociétés primitives et peu différenciées. En relançant le débat, d'autres sociologues ont essayé de renouveler l'exposé des thèses de Wirth, soit sur le plan théorique, comme Anderson¹³, soit en les « vérifiant » empiriquement pour la n-ième fois, comme l'a tenté Guterman, pour citer un exemple¹⁴ des plus récents.

Plus sérieuses sont les objections soulevées par rapport aux éventuelles connexions causales entre les formes spatiales de la ville et le contenu social caractéristique de la « culture urbaine ». A un niveau très empirique, Reiss a montré, il y a longtemps, l'indépendance statistique (dans les villes américaines) de la « culture urbaine » par rapport à la taille et à la densité de la population¹⁵. Plus encore, Duncan, dans une enquête extensive, n'a pas trouvé de corrélation entre la taille de la population, d'une part et, de l'autre, le revenu, les classes d'âge, la mobilité,

11. S. GREER, *The Emerging City*, The Free Press of Glencoe, 1962.

12. J. DHOOGHE, « Tendances actuelles en sociologie urbaine », *Social Compass*, t. 8, n° 3, 1961, pp. 199-209.

13. N. ANDERSON, « The Urban Way of Life », *International Journal of Comparative sociology*, t. 3, n° 2, 1962, pp. 175-188.

14. STANLEY S. GUTERMAN, « In Defense of Wirth's Urbanism as a way of Life », *American Journal of Sociology*, t. 74, mars 1969, pp. 492-499.

15. O. D. DUNCAN et A. J. REISS, *Social Characteristics of Urban and Rural Communities*, New York, J. WILEY, 1956.

la scolarisation, la taille de la famille, l'appartenance ethnique, la population active, tous les facteurs qui devraient spécifier un contenu « urbain »¹⁶. De son côté, la grande enquête historique de Sjoberg¹⁷ sur les villes pré-industrielles montre la différence totale de contenu social et culturel entre ces « villes » et les « villes » des débuts de l'industrialisation capitaliste ou des régions métropolitaines actuelles. Ledrut a rappelé dans le détail et montré dans sa spécificité les différents types historiques des formes urbaines, avec des contenus sociaux et culturels extrêmement différents et qui ne se placent pas sur un continuum, car il s'agit d'expressions spatiales et sociales qualitativement différentes les unes des autres¹⁸.

Faut-il alors, avec Max Weber¹⁹ ou Léonard Riessman²⁰, réserver le terme de *ville* à certains types d'organisation spatiale définis, avant tout, en termes culturels (les villes de la Renaissance ou les villes « modernes », c'est-à-dire capitalistes avancées) ? Soit, mais alors on glisse vers une définition purement culturelle de l'urbain, en dehors de toute spécificité spatiale. Or c'est cette fusion-confusion entre la connotation d'une certaine forme écologique et l'assignation d'un contenu culturel spécifique, qui est à la base de toute la problématique de la culture urbaine. Il suffit d'examiner les caractéristiques proposées par Wirth pour comprendre que ce qu'on appelle « culture urbaine » correspond bien à une certaine réalité historique : le mode d'organisation sociale liée à l'industrialisation capitaliste, en particulier dans sa phase concurrentielle. Elle ne se définit donc pas uniquement par opposition à *rurale*, mais par un contenu spécifique qui lui est propre, surtout à un moment où l'urbanisation généralisée et l'interpénétration des villes et des campagnes rendent malaisée leur distinction empirique.

Une analyse détaillée de chacun des traits qui la caractérisent montrerait sans difficulté le lien causal, par paliers successifs, entre la matrice structurale caractéristique du mode de production capitaliste, et l'effet produit sur tel ou tel domaine du comportement. Par exemple, la fameuse « segmentation de rôles », qui est à la base de la complexité sociale « urbaine », est directement déterminée par

16. O. D. DUNCAN et REISS, *op. cit.* (1956).

17. G. SJOBERG, « Cities in Developing and in Industrial Societies : A cross-cultural Analysis », dans PH. HAUSER et LEO F. SCHNORE (eds), *op. cit.*, 1965, pp. 213-265.

18. Cf. R. LEDRUT, *Sociologie Urbaine*, PUF, Paris, 1968, ch. 1.

19. M. WEBER, *op. cit.*, 1905.

20. L. RIESSMAN, *The Urban Process*, Free Press, New York, 1964.

le statut de « travailleur libre », dont Marx a démontré la nécessité pour assurer une rentabilité maximale de l'utilisation de la force de travail. La prédominance des « relations secondaires » sur les « primaires », ainsi que l'individualisation accélérée des rapports, expriment aussi cette nécessité économique et politique du nouveau mode de production de constituer en « citoyens libres et égaux » les supports respectifs des moyens de production et de la force de travail²¹. Et ainsi de suite, sans qu'on puisse développer ici un système complet de détermination des formes culturelles dans nos sociétés, l'objectif de nos remarques étant uniquement de traiter ce contenu social autrement que par une analyse en termes d'*urbain*. Toutefois, une objection majeure pourrait être soulevée contre cette interprétation de la culture urbaine. Puisque les villes soviétiques, non capitalistes, présentent des traits analogues à ceux des sociétés capitalistes, n'est-on pas en présence d'un type de comportement lié à la forme écologique urbaine ? La réponse peut-être faite à deux niveaux : effectivement, si l'on entend par capitalisme la propriété privée juridique des moyens de production, ce caractère ne suffit pas pour fonder la spécificité d'un système culturel. Mais, en fait, nous employons le terme « capitalisme » dans le sens employé par Marx dans *Le Capital* : matrice particulière des divers systèmes à la base d'une société (économique, politique, idéologique). Toutefois, même dans cette définition vulgaire du capitalisme, la ressemblance des types culturels serait due, non pas à l'existence d'une même forme écologique, mais à la complexité sociale et technique, qui est à la base de l'hétérogénéité et de la concentration des populations. Il s'agirait là, plutôt, d'une « culture industrielle ». Le fait technologique de l'industrialisation serait ainsi l'élément majeur déterminant l'évolution des formes sociales. On se rapprocherait des thèses sur la « société industrielle »...

Mais, d'autre part, si l'on s'en tient à une définition scientifique du capitalisme, ce que nous pouvons affirmer, c'est que, dans des sociétés historiquement données, où des études ont été faites sur la transformation des relations sociales, l'articulation du mode de production dominant appelé capitalisme, peut rendre compte de l'apparition d'un tel système de relations et, à la fois, d'une nouvelle forme écologique.

La constatation de comportements similaires dans des

21. Cf. les analyses de N. POULANTZAS sur la détermination sociale du statut juridique et idéologique de citoyen, dans *Pouvoir politique et classes sociales de l'Etat capitaliste*, Maspero, Paris, 1968, pp. 299 et suivantes.

sociétés où l'on peut présumer que le mode de production capitaliste n'est pas dominant, n'invalide pas la découverte antérieure, car il faut refuser la dichotomie grossière capitalisme/socialisme en tant qu'instrument théorique. Par contre, cela soulève une interrogation et exige une recherche qui devrait avoir pour objectif : 1. de déterminer si, effectivement, le contenu réel, et non seulement formel, de ces comportements est le même ; 2. de voir quelle est l'articulation concrète des modes de production différents dans la société soviétique, car, indiscutablement, le mode de production capitaliste y est présent, même s'il ne domine pas ; 3. d'établir les contours du nouveau mode de production post-capitaliste, car, si la théorie scientifique du mode de production capitaliste a été en partie élaborée (dans *Le Capital*), il manque l'équivalent pour le mode de production socialiste ; 4. d'élaborer une théorie des passages entre l'articulation concrète des divers modes de production dans la société soviétique et les systèmes de comportement (cf. I).

Il est évident qu'à ce moment-là, la problématique de la culture urbaine n'est plus pertinente. Cependant, en attendant une telle recherche, nous pouvons dire, intuitivement : qu'il y a des déterminants technologiques semblables, qui peuvent déboucher sur des ressemblances de comportements ; que cela est renforcé par la présence vivante d'éléments structuraux capitalistes ; que les analogies formelles des comportements n'ont de sens que rapportées à la structure sociale à laquelle ils appartiennent. Car, à raisonner autrement, on finirait par affirmer l'unité des sociétés, du fait que tout le monde mange et dort plus ou moins régulièrement.

Cela dit, pourquoi ne pas accepter d'appeler « culture urbaine » ce système de comportement lié à la société capitaliste ? Parce que, comme nous l'avons signalé, une telle appellation suggère que ces formes culturelles ont été produites par cette forme écologique particulière qu'est la ville. Or, il suffit de réfléchir quelques instants pour découvrir l'absurdité d'une théorie du changement social fondée sur la complexification croissante des collectivités humaines à partir d'un simple accroissement démographique. En effet, il n'y a jamais eu, il ne peut pas y avoir, dans l'évolution des sociétés, de phénomène saisissable uniquement en termes physiques, par exemple de « taille ». Toute évolution de la dimension et de la différenciation d'un groupe social est elle-même le produit et l'expression d'une structure sociale et de ses lois de transformation.

Par conséquent, la simple description du processus ne nous renseigne pas sur le complexe technico-social (par

exemple, sur les forces productives et les rapports de production) à l'œuvre dans la transformation. Il y a donc production *simultanée* et *concomitante* des formes sociales dans leurs différentes dimensions et, en particulier, dans leurs dimensions spatiale et culturelle. On peut se poser le problème de leur interaction, mais non pas partir de la proposition suivant laquelle l'une des formes produirait l'autre. Les thèses sur la culture urbaine se sont développées dans une perspective empiriste, dans laquelle on a pris comme source de production sociale ce qui en était le cadre.

Un autre problème, *notre problème*, est de savoir quelles sont la place et les lois d'articulation de ce « cadre », c'est-à-dire des formes spatiales, dans l'ensemble de la structure sociale. Mais, pour pouvoir traiter cette question, il faut d'abord casser la globalité de cette société urbaine comprise comme un véritable aboutissement de l'histoire dans la modernité. Or, s'il est vrai que, pour les identifier, on a nommé les nouveaux phénomènes d'après leur lieu d'origine, il reste que la « culture urbaine », telle qu'on la présente, n'est ni un concept ni une théorie. *Elle est à proprement parler un mythe, puisqu'elle raconte, idéologiquement, l'histoire de l'espèce humaine.* Par conséquent, les thèmes sur la « société urbaine », qui se fondent directement sur ce mythe, constituent les maîtres-mots d'une idéologie de la modernité, assimilée, de façon ethnocentrique, aux formes sociales du capitalisme libéral.

« Vulgarisés », si l'on peut dire, ces thèmes ont eu et ont encore une énorme influence sur l'idéologie du développement et la « sociologie spontanée » des technocrates. D'une part, c'est dans les termes d'un passage de la société « traditionnelle » à la société « moderne²² » qu'on transpose la problématique du « folk-urban continuum » à l'analyse des rapports intérieurs au système impérialiste (cf. *supra*, I, *L'urbanisation dépendante*).

D'autre part, la « culture urbaine » est à la base de toute une série de discours qui tiennent lieu d'analyse de l'évolution sociale dans la pensée des élites dirigeantes occidentales et qui, par là, sont largement véhiculés par les *mass media* et font partie de l'ambiance idéologique quotidienne. C'est ainsi, par exemple, que le Commissariat Général au Plan, dans une série d'études sur les villes, publiées en 1970 pour préparer le VI^e Plan français, a consacré un petit volume à la « société urbaine²³ », qui

22. D. LERNER, *The Passing of Traditional Society*, Free Press, New York, 1958.

23. Commissariat Général au Plan, *Les villes : la société urbaine*, A. Colin, Paris, 1970.

constitue une véritable anthologie de cette problématique.

Partant de l'affirmation que « toute ville est le lieu d'une culture », le document essaie de poser les conditions de réalisation des modèles idéaux, des conceptions de ville-société, en tenant compte des « contraintes de l'économie ». Voilà qui est caractéristique d'un certain humanisme technocratique : la ville (qui n'est autre chose que la société) est faite à partir des initiatives, libres, des individus et des groupes, qui se trouvent *limités*, mais non pas déterminés par un problème de moyens. Et l'urbanisme devient alors la rationalité du possible, en essayant de lier les moyens dont on dispose et les grands objectifs qu'on se donne.

Car le phénomène urbain est « l'expression du système de valeurs en cours dans la culture propre à un lieu et une époque », ce qui explique que « plus une société est consciente des objectifs qu'elle poursuit... et plus ses villes sont typées ». Enfin, à la base d'une telle organisation sociale, on trouve les facteurs écologiques avancés depuis longtemps par les classiques du culturalisme urbain : « Le fondement de la société urbaine se trouve dans le regroupement d'une collectivité importante en nombre et en densité, qui implique une division plus ou moins rigoureuse des activités et des fonctions et rend nécessaires des échanges entre les sous-groupes dotés d'un statut qui leur est propre : se différencier et se relier » (p. 21). Voilà exposée toute une théorie de la production des formes sociales, spatiales et culturelles, à partir d'un simple phénomène organique de croissance — comme s'il s'agissait d'une sorte de mouvement ascendant et linéaire de la matière vers l'esprit...

Or, s'il est clair qu'il y a des spécificités culturelles dans les différents milieux sociaux, il est tout aussi évident que le clivage ne passe plus par la séparation ville/campagne, et l'explication de chaque mode de vie exige qu'on l'articule à l'ensemble d'une structure sociale, au lieu de s'en tenir à la pure corrélation empirique entre un contenu culturel et son assise spatiale. Car, ce qui est en cause, c'est tout simplement l'analyse du processus de production sociale des systèmes de représentation et de communication ou, si l'on veut, de la superstructure idéologique.

Si ces thèses de la « société urbaine » ont une telle diffusion, c'est justement parce qu'elles permettent de faire l'économie d'une étude de l'émergence des formes idéologiques à partir des contradictions sociales et de la division en classes. La société est ainsi unifiée et se développe de façon organique en sécrétant des types globaux qui s'opposent, dans le temps, en termes de décalage,

mais jamais, à l'intérieur d'une même structure sociale, en termes de contradiction ; cela, d'ailleurs, n'empêche nullement de s'apitoyer sur l'aliénation de cet « Homme unifié », aux prises avec les contraintes naturelles et techniques qui gênent l'épanouissement de sa créativité. La ville — considérée, à la fois, comme expression complexe de son organisation sociale et comme milieu déterminé par des contraintes techniques assez rigides — devient ainsi, tour à tour, foyer de création et lieu d'oppression par les forces technico-naturelles suscitées. L'efficacité sociale de cette idéologie vient de ce qu'elle décrit les problèmes quotidiens vécus par les gens, tout en proposant une interprétation en termes d'évolution naturelle, d'où la division en classes antagonistes est absente. Ce qui a la force du concret et donne l'impression rassurante d'une société intégrée, serrant les coudes face à ses « problèmes communs »...

2

De la société urbaine à la révolution urbaine

« Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte de classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne constitue qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et une société sans classes. »

(K. MARX, lettre à Kugelmann, 1852.)

L'idéologie urbaine a de profondes racines sociales. Elle n'est pas cantonnée dans la tradition académique ou les milieux de l'urbanisme officiel. Elle est, avant tout, dans la tête des gens. Elle va même jusqu'à pénétrer la pensée de ceux qui partent d'une réflexion critique sur les formes sociales de l'urbanisation. Et c'est là qu'elle fait le plus de ravages, car elle abandonne le ton intégrateur, communautaire, bon enfant, pour devenir discours sur les contradictions. Sur les contradictions... urbaines. Or, ce déplacement laisse intacts les problèmes théoriques qu'on vient de soulever, tout en ajoutant de nouveaux problèmes, *politiques*, beaucoup plus graves. Une telle maniabilité dans la tonalité montre bien le caractère idéologique du thème de la « société urbaine », qui peut être « à gauche » ou « à droite » suivant les préférences, sans, pour autant, changer

autre chose que le sentiment positif ou négatif qu'on y met, tout en reconnaissant la société urbaine comme un type historique spécifique à caractères bien définis et même, comme le point d'aboutissement de l'évolution humaine.

L'expression la plus éclatante de cette « version de gauche » des thèses idéologiques sur la société urbaine est sans doute la pensée urbanistique de celui qui a été l'un des plus grands théoriciens du marxisme contemporain, H. Lefebvre. Une telle puissance intellectuelle appliquée à la problématique urbaine devait nécessairement produire des effets décisifs dans ce domaine, non seulement en termes d'influence mais aussi de défrichage de nouvelles pistes, de détection de problèmes, de proposition d'hypothèses. Cependant, la problématique finit par englober le penseur et, partant d'une *analyse marxiste du phénomène urbain*, il débouche, de plus en plus, à travers une évolution intellectuelle assez curieuse, sur une *théorisation urbanistique de la problématique marxiste*... C'est en ce sens, par exemple, qu'après avoir défini la société émergente comme urbaine, on déclare que la révolution aussi, la nouvelle révolution, logiquement, est *urbaine*.

En quel sens ? Essayons de le préciser, car on se trouve devant une pensée complexe, pleine de nuances et de modulations théorico-politiques, qu'on ne peut pas prendre comme un tout cohérent. Mais il y a tout de même, si l'on regarde attentivement, et malgré son caractère ouvert et asystématique, un *noyau* de propositions autour duquel s'ordonnent les axes centraux de l'analyse. Nous résumerons brièvement et le plus fidèlement possible ce noyau, pour être en mesure de discuter *concrètement* ses principales implications pour l'étude de l'urbanisation et, indirectement, pour le marxisme.

Malgré la diversité et l'étendue de la pensée de Lefebvre (qui est sans doute l'effort intellectuel le plus profond qui ait été fait pour comprendre les problèmes urbains *actuels*) on dispose, au début 1971, de trois textes pour la saisir : un recueil de ses écrits sur le problème, qui comprend les textes les plus importants jusqu'en 1969 : *Du rural à l'urbain* (que nous noterons dorénavant *DRU*²⁴) ; un petit livre polémique, *Le droit à la ville* (1968) (*DV*²⁵) ; et, surtout, le premier exposé d'ensemble sur la question dans *La révolution urbaine*, 1970 (*RU*²⁶) ; enfin, un petit texte non publié, *La ville et l'urbain*, 1971 (*VU*), résumé de

24. H. LEFEBVRE, *Du rural à l'urbain*, Anthropos, Paris, 1970.

25. H. LEFEBVRE, *Le droit à la ville*, Anthropos, Paris, 1968.

26. H. LEFEBVRE, *La révolution urbaine*, Gallimard, Paris, 1970.

façon très claire les thèses²⁷ principales. (Nous tenons à établir soigneusement l'ensemble de nos références textuelles, même si cela alourdit la présentation.)

L'exposé urbanistique de Lefebvre « se construit sur une hypothèse, selon laquelle la crise de la réalité urbaine est la plus importante, plus centrale que telle ou telle autre » (VU, p. 3).

Cette crise, qui a toujours existé à l'état latent, a été masquée, freinée même, si l'on veut, par d'autres urgences, en particulier pendant la période d'industrialisation : d'une part, par la « question du logement », d'autre part, par l'organisation industrielle et la planification globale. Mais, finalement, cette thématique doit s'imposer de plus en plus, parce que « le développement de la société ne peut se concevoir que dans la vie urbaine, par la réalisation de la société urbaine » (DV, 158).

Mais qu'est-ce donc que cette « société urbaine » ? Ce terme « désigne la tendance, l'orientation, la virtualité, plutôt qu'un fait accompli » ; elle résulte à la fois de l'urbanisation complète de la société et de l'accomplissement de l'industrialisation (on pourrait même la nommer aussi « société post-industrielle ») (RU, 8, 9).

C'est là un point central de cette analyse : la société urbaine (dont le contenu *social* définit l'urbanisation comme processus, plutôt que l'inverse) est produite par un déploiement historique que Lefebvre conçoit comme un modèle de séquence dialectique. En effet, l'histoire humaine est définie par la succession *achevée* de trois ères, champs ou continents : *l'agraire*, *l'industriel*, *l'urbain*. La ville politique de la première phase cède la place à la ville marchande, qui est elle-même balayée par le mouvement de l'industrialisation, négateur de la ville ; mais, au bout du processus, l'urbanisation généralisée, suscitée par l'industrie, reconstitue la ville à un niveau supérieur : c'est ainsi que l'urbain dépasse la ville qui le contient en germe, mais sans pouvoir l'épanouir ; par contre, le règne de l'urbain lui permet de devenir cause et inducteur (RU, p. 25).

Dans cette évolution, il y a deux phases critiques ; la première est la subordination de l'agriculture à l'industrie ; la deuxième, qu'on vit actuellement, est la subordination de l'industrie à l'urbanisation ; c'est cette conjoncture qui donne un sens à l'expression de « révolution urbaine », conçue comme « l'ensemble des transformations que traverse la société contemporaine, pour passer de la période où prédominent les questions de croissance et l'industria-

27. H. LEFEBVRE, « La ville et l'urbain », à paraître dans la revue *Espaces et Sociétés*.

lisation, à la période où la problématique urbaine l'emportera décisivement, où la recherche des solutions et des modalités propres à la *société urbaine*, passera au premier plan » (RU, 13).

Mais ce qui est significatif, c'est que ces *champs*, ou étapes, dans l'histoire humaine (ce que les marxistes appelleraient des *modes de production*) ne sont pas définis par des *formes* (spatiales) ou des *techniques* (agriculture, industrie) ; ils sont, avant tout, « des modes de pensée, d'action, de vie » (RU, 47). L'évolution devient ainsi plus claire, si l'on associe à chaque ère, un contenu proprement social :

Besoin	—	Rural	
Travail	—	Industriel	
Jouissance	—	Urbain	(RU, p. 47)

L'urbain, nouvelle ère de l'humanité (RU, 52) représenterait ainsi la délivrance des déterminismes et contraintes des phases antérieures (RU, 43). C'est véritablement l'aboutissement de l'histoire, à la limite, une post-histoire. Dans la tradition marxiste, on dirait : « le communisme »... Véritable *epistémé* d'une époque finale (dont les années présentes se situeraient à la charnière des deux âges), l'urbain se réalise et s'exprime avant tout par un nouvel humanisme, un humanisme concret, défini dans le type *d'homme urbain* « pour qui et par qui la ville et sa propre vie quotidienne dans la ville deviennent œuvre, appropriation, valeur d'usage » (DV, 163 — cf., pour le déploiement de l'ensemble de la problématique en termes de transformations historiques : RU, pp. 13, 25, 43, 47, 52, 58, 62, 80, 99, 100, etc.).

Il est clair que cette analyse renvoie à un type historique de société, la *société urbaine*, définie par un contenu culturel précis (« un mode de vie, d'action »), comme c'était le cas pour les thèses sur la culture urbaine ou sur la société urbaine-moderne, *même si le contenu diffère*. En effet, l'essentiel, ici et là, c'est l'identification d'une forme, l'*urbain*, à un contenu (pour les uns, la société capitaliste concurrentielle, pour les autres, la société « technocratique moderne », pour Lefebvre, le règne de la liberté et du nouvel humanisme).

À un premier niveau de critique, on pourrait discuter la conception libertaire et abstraite de Lefebvre sur le règne de la société post-historique ou communiste, dans laquelle on n'aperçoit aucun processus concret de construction de nouveaux rapports sociaux, à travers la transformation révolutionnaire des différentes instances, économique, politique, idéologique, au moyen de la lutte de classes, donc de la *dictature du prolétariat*. Mais ce débat

ne ferait, pour l'essentiel, que reproduire les arguments théoriques avancés, depuis plus d'un siècle, par le marxisme contre l'anarchisme, débat dans lequel l'histoire du mouvement ouvrier a tranché avec bien plus de force que ne le ferait une démonstration rigoureuse... N'ayant pas la prétention d'ajouter grand-chose de nouveau à une polémique largement dépassée par la pratique politique (le spontanéisme s'auto-détruisant toujours de par son incapacité théorique à *diriger* les processus réels), nous n'aurions rien à dire à la reprise des utopies millénaristes dans la pensée de Lefebvre. C'est son droit, s'il veut baptiser « urbaine » la société utopique où il n'y aurait pas de répression des libres pulsions du désir (*RU*, 235), et qualifier d'urbaines, également, les transformations culturelles, encore mal identifiées, qui émergent dans les métropoles impérialistes.

Mais tout le problème est là : le terme d'urbain (comme dans la « culture urbaine ») n'est pas innocent ; il suggère l'hypothèse d'une production du contenu social (l'urbain) par une forme trans-historique (la ville) et, au-delà, il exprime toute une conception générale de la production des rapports sociaux, c'est-à-dire, en définitive, une théorie du changement social, une *théorie de la révolution*. Car « l'urbain » n'est pas seulement une utopie libertaire ; il a un contenu relativement précis dans la pensée de Lefebvre : il s'agit de la *centralité*, ou mieux encore, de la *simultanéité*, du *rassemblement* (*RU*, 159, 164, 174 ; *VU*, 5). Dans l'espace urbain, ce qui est caractéristique, c'est « qu'il se passe toujours quelque chose » (*RU*, 174), c'est le lieu où l'éphémère domine, au-delà de la répression. Mais cet « urbain », qui n'est donc rien d'autre que la spontanéité créatrice libérée, est *produit*, non pas par l'espace ni par le temps, mais par une *forme* qui, ni objet, ni sujet, est définie avant tout par la dialectique de la centralité, ou de sa négation (la ségrégation, la dispersion, la périphérie — *RU*, 164).

Nous voilà donc devant des thèses très proches de celles de Wirth en ce qui concerne le mécanisme de production des rapports sociaux. C'est la densité, la chaleur du rassemblement qui, en augmentant l'interaction et la communication, favorisent le libre épanouissement, l'imprévu, la jouissance, la sociabilité et le désir à la fois. Pour pouvoir justifier ce mécanisme de production de la sociabilité (qui se relie directement à l'*organicisme*), Lefebvre doit avancer une hypothèse mécaniste que rien ne justifie : celle selon laquelle « les rapports sociaux se révèlent dans la négation de la distance » (*RU*, 159). Et c'est finalement cela, l'essence de l'urbain. Car la ville ne crée rien, mais, en centra-

lisant les créations, elle leur permet de jaillir. Toutefois, Lefebvre est conscient du caractère excessivement grossier de la thèse suivant laquelle le simple rassemblement spatial permet l'écllosion de rapports nouveaux, comme s'il n'y avait pas d'organisation sociale et institutionnelle en dehors de l'agencement de l'espace. C'est pour cela qu'il ajoute une condition : *que ce rassemblement échappe à toute répression ; c'est ce qu'il appelle, en définitive, le droit à la ville.* Mais l'introduction de ce correctif détruit tout rapport causal entre la *forme* (la ville) et la *création humaine* (l'urbain), car s'il peut y avoir des villes répressives et des libertés sans lieu (u-topies), cela veut dire que les déterminations sociales de cette inactivité, la production des conditions d'émergence de la spontanéité, passent ailleurs qu'à travers des *formes* — à travers une pratique politique, par exemple. Quel sens peut avoir, dès lors, la formulation du problème de la liberté dans les termes de l'urbain !...

On pourrait ajouter de nombreuses remarques sur l'erreur théorique et historique de la détermination supposée du *contenu* par la *forme* (hypothèse structuraliste, s'il en est), en constatant, d'abord, qu'il s'agit, tout au plus, d'une *corrélation*, qu'il faut encore théoriser, en l'insérant dans une analyse de la structure sociale dans son ensemble. Et même, il arrive que cette corrélation se révèle *empiriquement fausse*. Ainsi, quand Lefebvre parle d'urbanisation généralisée, en incluant Cuba et la Chine, il est tout simplement dans l'ignorance des données statistiques et historiques des processus qu'il décrit, en particulier pour la Chine, où la croissance urbaine s'est limitée à la croissance naturelle des villes (sans immigration paysanne) et où l'on assiste, au contraire, à un déplacement *permanent* et massif vers les campagnes, renforcé par la constitution des communes populaires, comme formes qu'intègrent villes et campagnes. Si l'absence d'information sur les expériences chinoise et cubaine, vietnamienne, n'autorise pas à des conclusions trop affirmatives, elle permet en tout cas de rejeter d'ores et déjà la trop belle assurance avec laquelle on nous annonce la généralisation de l'urbain comme forme unique, caractéristique aussi bien du capitalisme que du socialisme... Car l'urbain étant, pour Lefebvre, une « force productive », on s'oriente bel et bien vers un dépassement de la théorie des modes de production, reléguée au rang du « dogmatisme marxiste » (RU, 220), et à son remplacement par une *dialectique des formes*, comme explication du processus historique.

Ainsi, par exemple, la lutte des classes paraît encore être considérée comme moteur de l'histoire. Mais *quelle lutte*

de classes ? Il semblerait que, pour Lefebvre, la *lutte urbaine* (comprise à la fois comme se rapportant à un espace et véhiculant un projet de liberté) ait joué un rôle déterminant dans les contradictions sociales, y compris dans la lutte ouvrière. Ainsi, par exemple, la Commune devient une « pratique urbaine révolutionnaire », dans laquelle les « ouvriers, chassés du centre vers la périphérie, reprirent le chemin de ce centre occupé par la bourgeoisie »... Et Lefebvre de se demander « comment et pourquoi la Commune n'a pas été conçue comme *révolution urbaine*, mais comme révolution faite par le prolétariat industriel visant l'industrialisation, ce qui ne correspond pas à la vérité historique » (*RU*, 148, 149). L'opposition entre des *formes* sans contenu structural précis (l'industrie, l'urbain) permet de soutenir, en jouant sur les mots, qu'une révolution prolétarienne doit viser l'industrialisation, alors qu'une révolution urbaine est centrée sur la ville. Le fait que, pour Lefebvre, l'Etat soit aussi une forme (toujours répressive, sans égard à son contenu de classe) permet cette confusion, car le pouvoir politique étant l'enjeu central de tout processus révolutionnaire, son escamotage renvoie à une opposition interminable entre toutes les *formes* possibles de la lutte de classes (industrielle, urbaine, agraire, culturelle, etc.), et dispense d'une analyse des *contradictions sociales* qui en sont le *fondement*.

Une telle perspective, menée jusqu'au bout, conduit même à des conséquences politiquement dangereuses, qui nous semblent étrangères à la pensée de Lefebvre, quoique assez proches de sa lettre. Ainsi, par exemple, quand l'analyse du processus d'urbanisation lui permet d'affirmer que « la vision ou conception de la lutte des classes à l'échelle mondiale semble aujourd'hui dépassée. La capacité révolutionnaire des paysans ne s'accroît pas ; elle se résorberait plutôt, encore qu'inégalement » (*RU*, 152), et l'on oppose, à la cécité du mouvement ouvrier, la clairvoyance, sur ce thème, des romans de science-fiction (*RU*, 153)... Ou encore, quand on propose de supplanter par la *praxis urbaine* une *praxis industrielle*, maintenant accomplie. Ce qui est une manière élégante de parler de la fin du prolétariat (*RU*, 184) et conduit à la tentative de *fonder* véritablement une nouvelle stratégie politique à partir non pas des structures de domination, mais de l'aliénation de la vie quotidienne.

On suggère même que la classe ouvrière n'a pas de poids politique, parce qu'elle ne propose rien en matière d'urbanisme (*RU*, 245). Cependant, elle reste un agent essentiel, mais qui doit recevoir de l'extérieur le sens de son action. Retour au léninisme ? Jamais ! Ce qui pourrait

éclairer les options de la classe ouvrière est bien connu : c'est la *philosophie et l'art* (DV, 163). A la croisée des deux, la *pensée urbanistique* joue donc un rôle stratégique et peut être considérée comme une véritable avant-garde, capable d'orienter la révolution dans les nouvelles conditions sociales (révolution urbaine) (RU, 215).

Si de tels propos s'élèvent vers des régions métaphilosophiques, loin de la modeste portée du chercheur, ou même, tout simplement, des gens aux prises avec les « problèmes urbains », on pourrait, par contre, se demander ce qu'ils nous apprennent de nouveau, ou d'original, sur la question urbaine proprement dite, à savoir sur l'espace et/ou sur ce qu'on appelle institutionnellement l'urbain. Et c'est là qu'on se rend compte pleinement du caractère profondément idéologique des thèses de Lefebvre, c'est-à-dire de leur portée *sociale* plutôt que *théorique*.

En effet, l'espace, finalement, occupe une place relativement modeste et subordonnée dans toute l'analyse. La ville, suivant une formule fameuse et juste pour l'essentiel, projette sur le terrain une société tout entière, avec ses superstructures, sa base économique et ses rapports sociaux (DRU, 147). Mais quand il s'agit de spécifier ces rapports, ou de montrer l'articulation entre problématique sociale et spatiale, la seconde est plutôt perçue comme pure occasion de déploiement de la première. Car l'espace, « c'est le résultat d'une histoire qui doit se concevoir comme l'ouvrage d'*agents* ou *acteurs* sociaux, de *sujets* collectifs, opérant par poussées successives... De leurs interactions, de leurs stratégies, succès et défaites, résultent les qualités et « propriétés » de l'espace urbain » (RU, 171). Si cette thèse signifie que la société fait l'espace, tout est encore à expliciter, en termes de mode de détermination spécifique. Mais elle va plus loin : elle indique que l'espace, comme toute la société, est *œuvre* toujours inédite de cette liberté de création, qui est l'attribut de l'Homme, et l'expression spontanée de son désir. Ce n'est qu'en épousant cet absolu de l'humanisme lefebvrien (affaire de philosophie, ou de religion) que l'on pourrait pousser l'analyse en ce sens : elle serait toujours dépendante de son fondement métaphysique...

Ce spontanéisme de l'action sociale et la dépendance de l'espace à son égard deviennent encore plus clairs, si l'on se rapporte à l'analyse synchronique que fait Lefebvre de l'espace urbain (RU, 129). Sa clef de voûte est la distinction de trois niveaux : global ou étatique ; mixte ou « d'organisation urbaine » ; privé ou de « l'habitat ». Or, ce qui caractérise l'urbanisation dans la deuxième phase critique de l'histoire, c'est que le global dépend du mixte

et que celui-ci tend à dépendre de *l'habiter*. Ce qui veut dire, concrètement, que c'est *l'habiter*, la *vie quotidienne*, qui produit l'espace. Or, une telle indépendance du quotidien implique qu'on refuse de le concevoir comme pure expression des déterminations sociales générales. Il est expression de l'initiative humaine, et celle-ci (c'est-à-dire les *projets des sujets*) est donc la source productrice de l'espace et de l'organisation urbaine. On arrive ainsi au paradoxe suivant : alors qu'on fait de la *pratique urbaine* le centre des transformations sociales, l'espace et la structure urbaine sont de pures expressions transparentes de l'intervention des acteurs sociaux. Encore une preuve de l'utilisation du terme d'urbain pour exprimer avant tout un contenu culturel (*l'œuvre libre*). Mais on en arrive aussi, en même temps, à cette conclusion, beaucoup plus grave, que l'ensemble de la perspective n'a pas de réponse spécifique à donner aux problèmes théoriques posés par la détermination sociale de l'espace et de l'organisation urbaine.

Cela dit, la « pratique urbaine », comprise comme pratique de transformation de la quotidienneté, se heurte à de nombreux « obstacles » en fonction de la domination de classe institutionnalisée. C'est ainsi que Lefebvre est amené à poser le problème de l'urbanisme comme cohérence idéologique et comme intervention répressive-régulatrice de l'appareil d'Etat. C'est là le versant *critique* de la pensée de Lefebvre, toujours juste, brillant, sachant déceler les nouvelles sources de contradictions. Une grande partie de la résonance sociale de l'œuvre urbanistique de Lefebvre vient du rôle *politique* joué par une critique implacable du système de l'urbanisme officiel — critique qu'on ne peut qu'approuver et poursuivre, dans la voie que Lefebvre eut le courage d'ouvrir.

Mais même cette critique est vécue comme problématique de l'aliénation, comme opposition de la spontanéité urbaine à l'ordre de l'urbanisme, en tant que lutte du quotidien contre l'Etat, indépendante (ou au-dessus) du contenu de classe et de la conjoncture spécifique des rapports sociaux. Que la « quotidienneté », c'est-à-dire la vie sociale, réglée surtout par les rythmes de l'idéologique, puisse être l'expression de nouvelles formes de contradiction dans la pratique sociale, nul n'en doute. Mais qu'elle soit la *source*, plutôt que l'expression de rapports de classe complexes déterminés, en dernière instance, économiquement, voilà qui renverse la problématique matérialiste et part des « hommes » plutôt que de leurs rapports sociaux et des techniques de production et de domination.

Il reste que Lefebvre a su *voir*, d'une part, l'émergence de nouvelles contradictions dans le domaine culturel et

idéologique, et que, d'autre part, il a su relier la question urbaine au processus de reproduction élargie de la force de travail. Ce faisant, il a ouvert une voie peut-être décisive dans l'étude de « l'urbain ». Mais il l'a fermée tout de suite après, en tombant dans le piège par lui-même dénoncé, c'est-à-dire en traitant en termes d'urbain (et donc, en les rattachant à une théorie des *formes sociales*) les processus sociaux qui sont connotés *idéologiquement* par la pensée urbanistique. Or, pour dépasser ce traitement idéologique du problème, il fallait :

1. Traiter séparément l'espace et l'urbain, c'est-à-dire traiter le processus de consommation collective à ses différents niveaux.

2. Procéder à l'analyse de la détermination sociale de ces processus, en particulier en expliquant les nouvelles formes d'intervention des appareils d'Etat dans ce domaine.

3. Etudier l'organisation de l'espace comme un chapitre de la morphologie sociale, comme Lefebvre le propose, tout en établissant la spécificité d'une telle forme, mais sans en faire un nouveau moteur de l'histoire.

4. Enfin, et surtout, expliquer les fondements sociaux de la liaison *idéologique* entre la problématique de l'espace et celle de la reproduction de la force de travail (« quotidienneté » pour Lefebvre).

Or, élaborant une nouvelle théorie de l'utopie sociale (ou, si l'on veut, de la fin de l'histoire) Lefebvre a trouvé dans la *forme urbaine* un support « matériel » (un *lieu*) où raccrocher le processus de production des nouveaux rapports sociaux (*l'urbain*), à travers l'interaction des capacités créatrices. Ainsi, ses découpages et perspectives, qui avaient ouvert des voies dans ce domaine, se perdent dans le flot d'une métaphilosophie de l'histoire, qui tient lieu de discours théorique et tente de traduire le spontanéisme politique, ainsi que la révolte culturelle qui se manifestent dans les métropoles impérialistes. Cette nouvelle idéologie urbaine peut ainsi servir de belles causes (il n'est pas toujours très sûr que le spontanéisme en soit une), tout en *masquant* des phénomènes fondamentaux que la pratique théorique a encore du mal à saisir.

La filière théorique ouverte-fermée par Lefebvre a été reprise de façon extrêmement pertinente par un groupe de réflexion urbanistique, le groupe « Utopie », animé par Hubert Tonka, qui est arrivé à définir la problématique urbaine comme « problématique du mode de reproduction du mode de production²⁸ ». Mais, à la très grande diffé-

28. UTOPIE, *Urbaniser la lutte de classes*, Paris, 1970.

rence des thèses de Lefebvre, ces chercheurs ne font pas de l'« urbain », conçu comme quotidienneté, l'axe du développement social ni l'aboutissement culturel de l'histoire. Au contraire, centrant leur analyse sur la société capitaliste, ils partent de l'étude de la production et de la réalisation de la plus-value pour comprendre l'extension de sa logique au monde de la consommation, extension dérivée, elle-même, du développement des forces productives et de la lutte de classes.

Plutôt que de remplacer la problématique « industrielle » par la problématique « urbaine », c'est le mouvement inverse qu'ils suivent, en faisant dépendre entièrement les problèmes de la ville des formes et des rythmes des rapports de classes et, tout particulièrement, de la lutte politique : « Les soi-disant problèmes de la ville ne sont que l'expression la plus raffinée des antagonismes de classes et de la domination de classe, qui a produit historiquement le développement des civilisations. » L'« urbanisation », en tant que politique du pouvoir, est prise au sens de « civilité », c'est-à-dire comme ayant pour but essentiel de résoudre les contradictions de classe. Cependant, une telle analyse nous semble escamoter complètement, d'une part, une certaine spécificité de l'articulation entre espace et société, et, d'autre part, sous-estimer les interventions portant sur des domaines autres que les rapports politiques de classe, par exemple des tentatives de réforme-intégration, ou de régulation de l'économie, etc. Il est vrai, toutefois, qu'en dernière analyse, toute intervention sociale reste marquée par son contenu de classe, quoiqu'il faille en spécifier les médiations.

Les quelques analyses d'*Utopie* sont restées sans suite, dans la recherche concrète, étant donné la perspective essentiellement critique et de politique-culturelle, que le groupe se donne — ce en quoi il mérite tout l'appui et l'encouragement de ceux qui, d'une façon ou d'une autre, sont contre l'« ordre urbain » établi. Toutefois, elles marquent en creux les problèmes essentiels à traiter, même si elles n'abordent pas le long chemin de médiations théoriques à traverser. Mais si une perspective féconde est ouverte, elle l'est en se plaçant à l'opposé des thèses culturalistes et spontanéistes, c'est-à-dire en abordant l'analyse des régions nouvelles du mode de production capitaliste à travers l'élaboration de nouveaux outils théoriques adéquats, qui spécifient, sans les contredire, les éléments fondamentaux du matérialisme historique.

L'idéologie urbaine est ainsi dépassée et le thème de la culture urbaine, dans ses différentes versions, doit être traité comme mythe plutôt que comme processus social

spécifique. Cependant, si « la ville » ou « l'urbain » ne peuvent pas être source sociale de systèmes de valeurs considérés dans leur globalité, certains types d'organisation de l'espace ou certaines « unités urbaines » n'auraient-ils pas un effet spécifique sur les pratiques sociales ? Y aurait-il des « sous-cultures urbaines » ? Et quelle serait leur relation à la structure sociale ?

3

Les milieux sociaux urbains

La relation entre un certain type d'habitat et des modes spécifiques de comportement est un thème classique de la sociologie urbaine. C'est même à ce niveau-là que les « constructeurs » cherchent à trouver une utilité à la réflexion sociologique, en quête de formules qui permettent de traduire des volumes architecturaux ou des espaces urbanistiques en termes de sociabilité. La manipulation de la vie sociale par l'aménagement du cadre est un rêve suffisamment lié aux utopistes et aux technocrates pour susciter une masse toujours croissante de recherches, qui se proposent de vérifier une corrélation, constatée empiriquement dans un autre contexte.

Mais cette mise en relation entre cadre et style de vie se fait aussi spontanément dans les représentations des individus et des groupes. Les réactions quotidiennes sont pleines d'associations dérivées d'une certaine expérience, et suivant lesquelles tel quartier correspond à un mode de vie populaire, tel autre est « bourgeois », alors que la cité X est « sans âme », tandis que le bourg Z garde son charme... Au-delà des *images sociales* suscitées par les zones urbaines, et dont l'analyse fait partie à proprement parler des représentations idéologiques par rapport au cadre de vie (cf. *infra*, III), on se trouve en présence de la question pratique et théorique suivante : *y a-t-il un rapport, et lequel, entre le cadre écologique et le système culturel ?*

Or, l'analyse des *milieux sociaux urbains* a buté traditionnellement sur l'amalgame confus entre plusieurs objec-

tifs de recherche. On a oscillé, en effet, entre la monographie culturelle d'une communauté résidentielle, cherchant généralement à « tester » l'émergence d'un système de valeurs « urbaines », et la tentative de lier certains comportements et attitudes à un contexte écologique donné.

C'est la raison pour laquelle une discussion sur l'ensemble de la problématique exige une distinction préalable des diverses questions qui y sont mêlées et dont la réponse, théorique et empirique, est fort différente. Heureusement, l'on dispose en ce domaine d'une extraordinaire analyse qui, après avoir passé en revue l'essentiel de la littérature anglo-saxonne jusqu'en 1968, déblaie le terrain en dégageant quelques clivages théoriques fondamentaux²⁹. Keller signale, à juste titre, qu'il s'agit de deux séries de questions non équivalentes :

1. L'existence d'un système de comportements spécifiques à l'égard de la vie sociale locale, en particulier par rapport aux voisins. Ce système de voisinage (*neighbouring*) comprend, au moins, deux dimensions distinctes : les *activités* relatives au voisinage (l'entraide, le prêt mutuel, les visites, les conseils, etc.) et les *relations sociales proprement dites* (à savoir, le rapport entre relations amicales, familiales, de voisinage, participation à des associations et centres d'intérêt, etc.). L'ensemble de ces comportements exprime la définition culturelle du rôle du *voisin* ; ce rôle varie en intensité et intimité, suivant les dimensions et suivant les normes culturelles intériorisées par les différents groupes sociaux.

2. L'existence d'une *unité écologique particulière* (quartier, unité de voisinage, etc.) avec des frontières suffisamment spécifiques pour en faire un découpage socialement significatif. En fait, le problème même de l'existence de telles unités urbaines, au sein des agglomérations, renvoie immédiatement aux critères de division de l'espace (économiques, géographiques, en termes de perception, de « sentiment d'appartenance », fonctionnels, etc.).

A ces deux questions, il faudrait ajouter le problème proprement sociologique du rapport entre chaque type d'unité écologique, défini suivant certains critères, et chaque mode de comportement culturel. Le rapport, du point de vue théorique, peut être envisagé dans les deux sens, car la détermination d'un comportement par un cadre peut être renversée à travers l'influence que des

29. Cf. S. KELLER, *The Urban Neighborhood. A Sociological Perspective*, Random House, New York, 1968 ; voir aussi, pour un utile découpage de la problématique, D. POPENOE, « On the Meaning of Urban in Urban studies », *Urban Affairs Quarterly*, VI, février 1963.

pratiques sociales peuvent avoir sur la constitution d'un espace. La problématique des milieux sociaux urbains pose ainsi, au moins, ces quatre séries de questions que nous essaierons de traiter, à partir des grandes tendances, pas toujours concordantes, dégagées dans la recherche. Après cette lecture théorique *ordonnée*, un sens provisoire pourra être attribué à la masse de résultats empiriques, de manière à synthétiser (ou reprendre) la formulation du problème.

1. *Y a-t-il un comportement « urbain » caractérisant la vie sociale dans les unités résidentielles ?*

Il s'agit, en fait, de la reprise du thème de la culture urbaine au niveau spécifique de l'unité résidentielle. Ainsi, si la ville dans sa totalité ne peut être résumée sous un seul trait culturel, il y aurait un type de comportement « urbain », caractérisé par la superficialité des contacts et l'importance des relations secondaires : c'est ce que GUTERMAN, dans une étude récente, essaie de déduire de la corrélation négative qu'il trouve entre la taille de l'agglomération et le degré d'intimité et d'amitié constaté dans les relations sociales³⁰. Mais il s'agit en fait de quelque chose de plus subtil, car la transcription de la culture urbaine à des unités résidentielles ne se fait pas de façon directe, en reproduisant au niveau le plus bas le type urbain général. Il s'agit des nouvelles formules de relation sociale adaptées aux milieux résidentiels dans les grandes agglomérations. Car, à partir du moment où l'on pouvait constater que « la ville » n'était pas l'équivalent « d'intégration sociale », il fallait bien trouver les nouvelles formes à travers lesquelles le système de relations sociales se développait dans la situation d'urbanisation généralisée.

La typologie culturelle suggérée par la sociologie fonctionnaliste se place ainsi sur deux axes : d'une part, l'opposition entre « local » et « cosmopolitain » traduit le mouvement général de segmentation des rôles, et de domination des relations secondaires³¹ ; d'autre part, le pôle « local » se dédouble entre un type de comportement « moderne » et un comportement « traditionnel », le deuxième étant constitué par le repli d'une communauté résidentielle sur elle-même, avec fort consensus interne et fort clivage par rapport à l'extérieur, alors que le premier se caractérise par une sociabilité ouverte, mais limitée

30. Cf. GUTERMAN, *op. cit.*, 1969.

31. W. H. DOBRINER, « Local and Cosmopolitan as Contemporary Suburban Character Types » ; W. H. DOBRINER (editor), *The Suburban Community*, Putnam's New York, 1958.

dans son engagement, puisqu'elle coexiste avec une multiplicité de rapports hors communauté résidentielle.

C'est probablement les recherches de Willmott et Young, de l'*Institute of Community Studies* de Londres³², qui ont le mieux cerné les deux types de comportement culturel, en analysant successivement un vieux quartier ouvrier de l'est de Londres et une nouvelle banlieue de classe moyenne. Dans celle-ci, la vie est centrée d'abord sur le foyer, avec la femme qui reste à la maison et l'homme qui, en dehors du travail, passe le meilleur de son temps dans des activités domestiques : jardinage, bricolage, aide aux tâches ménagères. Mais le foyer n'est pas tout, une nouvelle forme de sociabilité se développe à travers des organisations locales, de courtes visites aux voisins, la fréquentation des « pubs » et des réunions sociales, suivant un rythme bien défini. Par contre, dans le vieux quartier ouvrier, la sociabilité n'a pas besoin d'être institutionnalisée, les réseaux d'entraide sont entièrement ouverts et la famille étendue, pivot central des relations d'intimité, établit la communication entre les éléments des différentes générations.

Les deux modes de comportement ont été assimilés, d'une part aux nouvelles résidences de banlieue et aux quartiers de la ville centrale ; d'autre part, au mode de vie de la classe moyenne et à celui de la classe ouvrière. Mais, en tout état de cause, ils se proposent comme une *séquence*, comme le passage progressif de l'un à l'autre. D'autant plus que la communauté résidentielle de banlieue ne s'oppose pas à la prépondérance des relations secondaires et des appartenances au niveau de la société globale ; au contraire, elles se renforcent : ainsi, par exemple, la recherche classique de M. Axelrod sur Détroit montra, à la fois, la persistance des relations primaires de sociabilité et la variation concomitante de la participation aux relations sociales et à des associations organisées³³.

Ce type de comportement, dans la mesure où sa « découverte » est liée aux études sur les nouveaux milieux résidentiels des banlieues américaines, a permis l'émergence de nouvelles thèses sur l'avènement d'une forme culturelle qui aurait ainsi dépassé en quelque sorte le type urbain. Le *suburban way of life*, dont on a pu parler³⁴, est caracté-

32. Cf. P. WILLMOTT et M. YOUNG, *Family and Kinship in East London*, Routledge and Kegan P., Londres, 1960 ; et surtout, *Family and Class in a London Suburb*, Routledge and Kegan P., Londres, 1960.

33. M. AXELROD, « Urban Structure and Social Participation », *American Sociological Review*, février 1956, p. 13-18.

34. S. F. FAVA, « Suburbanism as a Way of Life », *American Sociological Review*, XXI, février 1956, pp. 34-37.

térisé par un véritable système de valeurs, en particulier par l'importance primordiale des valeurs familiales (au sens de famille nucléaire), une certaine intensité des relations de voisinage (limitées à une politesse cordiale, mais distante), la recherche constante d'une affirmation du statut social et un comportement profondément conformiste... Ainsi, après avoir nommé « culture urbaine » les traits distinctifs des conduites liées à la phase concurrentielle du capitalisme, on nommera maintenant « culture suburbaine » les normes de la « société de consommation » individualisée et repliée sur son confort stratifié, liées à la phase monopolistique et à l'organisation standardisée de la vie sociale.

Or, le premier point à établir serait la prétendue généralité de ce nouveau mode de vie sociale qui prolonge l'urbain, en le renouvelant, en dehors du cadre de la ville... Alors que, de même que les villes ont présenté historiquement une diversité de contenus culturels, les « banlieues » et les unités résidentielles étalent une étonnante variété de modes de comportement d'après leur structure sociale. Ainsi, par exemple, et pour ne citer qu'un minimum d'études pouvant servir de points de repère, Greer et Orléans, dans leur enquête sur St-Louis, montrèrent un degré très élevé de participation locale et politique en même temps, et établirent d'importants clivages d'attitudes entre les unités résidentielles, en les faisant dépendre de la structure différentielle des possibilités qu'elles offraient³⁵.

De son côté, Bennett M. Berger, dans une recherche particulièrement brillante sur une banlieue ouvrière de Californie, s'attache à démolir le mythe de la « culture suburbaine ». Ses principales découvertes empiriques sont les suivantes : faible mobilité résidentielle, étant donné les contraintes économiques subies ; persistance de l'intérêt pour la politique nationale ; en revanche, faible participation aux associations ; une très grande pauvreté des relations sociales informelles ; rôle dominant de la T. V., repli sur le foyer, peu de sorties, etc. Un tel tableau, en contradiction avec le modèle de participation locale active, l'amène à conclure que le mode de vie proposé comme suburbain est, en fait, le modèle de comportement de la classe moyenne américaine et que la banlieue n'a pas de spécificité sociale, mais seulement écologique³⁶. Wendell Bell, à travers une revue de la littérature, montre aussi la

35. S. GREER et P. ORLEANS, « The Mass Society and the Parapolitical Structure », *American Sociological Review*, 27, 1962, p. 634-646.

36. B. BERGER, *Working-Class Suburb*, University of California Press, 1960.

diversité des rapports culturels en fonction des caractéristiques *sociales* des milieux résidentiels³⁷.

Les choses deviennent plus évidentes, si l'on sort du contexte culturel américain où le mythe a été forgé. L'importante étude de Ferrarotti sur les *borgate* de Rome présente un panorama complètement différent de la vie dans les banlieues. Ainsi, dans la *Borgata Alessandrina*, malgré l'origine rurale des habitants, il n'y a pratiquement pas de relations sociales sur le plan local et, en s'opposant farouchement à toute menace de promiscuité, la famille devient le seul point d'appui, en rupture complète avec le milieu environnant³⁸. Les termes sont inversés, par contre, dans le système de relations sociales observé par Gutkind dans la périphérie de Kampala (Ouganda) : tout en étant intégrée dans la vie urbaine, une forte communauté locale existe en ce qui concerne la vie quotidienne, et les réseaux de famille, d'amis et de voisins s'interpénètrent profondément³⁹.

En France, les observations concordent, malgré des divergences, pour confirmer la thèse de l'inexistence d'un modèle de comportement « banlieusard » à côté d'un modèle « urbain », centré sur le quartier comme tel.

Ainsi, si l'intéressante enquête de Gabrielle Sautter sur un quartier neuf de Pontoise (région parisienne) dépeint une sociabilité locale petite-bourgeoise très proche du « suburb » américain⁴⁰, Retel conclut son enquête sur les relations sociales dans la banlieue parisienne, en affirmant que « la vie sociale urbaine, après être passée par une phase de structuration territoriale, va trouver un nouveau souffle dans une structuration proprement sociologique des groupes urbains entre eux », eu égard à la pauvreté des relations sociales à base locale⁴¹, alors que Ledrut, dans sa recherche sur les grands ensembles de Toulouse, y trouve un « assez bon climat social », des relations fréquentes de voisinage et des rapports faciles, quoique superficiels ; il démontre, par ailleurs, qu'une telle situa-

37. W. BELL, « Urban Neighborhoods and Individual Behavior », in P. MEADOWS et EPHRAIM H. MIZBURCHI, *Urbanism, Urbanization and Change*, Addison-Wesley Publishing Co., Reading Mass., 1969, pp. 120-146.

38. F. FERRAROTTI, *Roma da capitale a periferia*, Laterza, Rome, 1970.

39. P. C. W. GUTKIND, « African Urban Family Life and the Urban System », *Journal of Asian and African Studies*, I, janvier 1966, pp. 35-42.

40. SAUTTER GABRIELLE, *Naissance de la vie sociale dans un nouveau quartier. (Pontoise)*, Paris, 1963, 200 p. ronéo.

41. J. O. RETEL, « Quelques aspects des relations sociales dans l'agglomération parisienne », Centre d'étude des groupes sociaux, *L'attraction de Paris sur sa banlieue*, Les Editions ouvrières, Paris, 1965.

tion n'est pas un hasard, elle provient du non-isolement et de l'hétérogénéité sociale du milieu, car, d'après son hypothèse, « l'isolement d'une collectivité d'habitat, dense et faiblement différenciée, est la condition déterminante de la pression sociale la plus intense et des tensions les plus vives⁴² ». Or, une telle perspective sort du simple constat de l'existence ou de l'inexistence d'un modèle de comportement défini par le milieu résidentiel, pour s'orienter vers la recherche des conditions différentielles du rapport entre ces deux termes.

De même, quand Chombart de Lauwe aborde la problématique culturelle des quartiers, proposés aussi par certains comme communautés de vie spécifiques, il la relie à l'ensemble urbain, en considérant le quartier comme une « unité élémentaire » de cet ensemble, avec des limites économiques et géographiques et des fonctions urbaines et sociales déterminées⁴³ ; cela signifie que la « culture de quartier », comme « la culture de banlieue », parfois proposées comme modèles culturels particuliers, expriment une certaine conception du rapport espace/culture, et qu'il n'y a pas de problématique culturelle urbaine possible, sans examen préalable des fondements écologiques d'un tel comportement.

2. Y a-t-il des unités urbaines spécifiques ?

S'il est évident qu'il y a une différenciation fractionnelle de l'espace urbain liée à la division sociale du travail, il est beaucoup moins clair qu'il existe des unités résidentielles écologiquement délimitées d'une façon telle, qu'elles permettent de décomposer une agglomération en sous-ensembles dotés d'une véritable spécificité. Or, l'existence de telles unités écologiques semble être un préalable à la question de savoir si certains espaces déterminent un certain comportement. En effet, comment pourrait-on poser le problème, alors qu'il n'y a pas de véritable différenciation de l'espace résidentiel ?

La tradition de l'écologie urbaine avait essayé de définir les conditions d'existence, à l'intérieur de la ville, d'« aires naturelles » qui, dans la définition classique de Paul Hatt, étaient composées de deux éléments : 1. une unité spatiale, limitée par des frontières naturelles à l'intérieur desquelles

42. R. LEDRUT, *L'espace social de la ville*, Anthropos, Paris, 1968, p. 137.

43. P. H. CHOMBART DE LAUWE, *Paris, Essais de sociologie, 1952-1964*, Les Editions Ouvrières, Paris, 1965, p. 67.

on trouve une population homogène, pourvue d'un système de valeurs spécifiques ; 2. une unité spatiale habitée par une population que structurent des relations symboliques internes⁴⁴. Il y a donc *liaison* des frontières écologiques et des caractéristiques sociales au niveau même de la définition de l'unité urbaine.

Pareille liaison du cadre spatial et de la pratique sociale est à la base de la typologie historique établie par Ledrut pour différencier les diverses formes de collectivités territoriales⁴⁵. Etablissant une sorte de continuum en fonction de la complexité croissante de la société, Ledrut fait la différence entre :

— *Le village*, assez homogène, à faible différenciation interne, et où les relations spatiales essentielles sont de *circulation* autour des centres d'activités.

— *L'unité de voisinage*, définie surtout sur la base de l'habitation et des réseaux d'entraide et de contacts personnels qui s'y nouent.

— *Le bourg*, groupement d'habitations auxquelles une activité est associée, et qui constitue, au sens propre du terme, une communauté, c'est-à-dire « l'étendue spatiale concrète qui représente la sphère vivante de la vie de chacun », où l'on trouve, par exemple, des équipements collectifs communs et où l'espace est à échelle du piéton.

— *Le quartier*, qui a une double délimitation : il est aussi pourvu d'équipements collectifs et accessibles au piéton ; mais, en plus, il se constitue autour d'une sous-culture et représente une coupure significative dans la structure sociale, pouvant aboutir même à une certaine institutionnalisation en termes d'autonomie locale.

— Enfin, *la ville* se pose comme réunion à un niveau supérieur des individus ou des groupes, alors que la *mégalo-pole* suppose un étalement des unités primaires, annonçant, peut-être, une restructuration de la vie locale sur d'autres bases.

Or, ce qui gêne, même dans une catégorisation aussi élaborée que celle de Ledrut, c'est l'énoncé constant de cette liaison entre un certain espace et une certaine culture qui serait donnée à travers un type *empiriquement repérable* de collectivité territoriale. Or Ledrut lui-même, après avoir défini les conditions d'émergence de ces quartiers⁴⁶,

44. P. HATT, « The concept of natural Area », *American sociological Review*, XI, août 1946, 423-427.

45. Cf. R. LEDRUT, *Sociologie urbaine*, op. cit., 1968 ; pour une typologie semblable des communautés urbaines dans un autre contexte, cf. R. FRANKENBERG, *Communities in Britain*, Penguin Books, Londres, 1966.

46. Cf. LEDRUT, *L'Espace social de la ville*, p. 148.

constate leur quasi-inexistence dans l'agglomération de Toulouse⁴⁷ pour conclure, dans un autre ouvrage, à la polarisation de la vie sociale autour des deux extrêmes, la ville et le logement, sans qu'il y ait guère de possibilité de survivance pour les « groupes intermédiaires » dans la société moderne⁴⁸.

De même, l'enquête pionnière de Ruth Glass⁴⁹, essayant de délimiter d'abord les frontières écologiques des unités de voisinage, arrive à établir trente-six unités économico-sociographiques pour la ville étudiée, mais ces unités se révélèrent (sauf cinq) ne pas coïncider avec l'utilisation sociale de l'espace. On peut, en effet, diviser un espace urbain en autant d'unités qu'on le désire, à l'aide de toute une batterie de critères. Mais chaque découpage porte, implicite, une proposition et, par conséquent, la spécificité sociale de tels sous-ensembles ne se donne pas d'elle-même. Dans le cas de l'enquête de Glass, il est très intéressant de constater la spécificité des cinq secteurs dans lesquels spécificités écologique et sociale se recouvrent : il s'agit de zones pauvres, isolées et très homogènes socialement. Dès lors, Suzanne Keller s'attache à démontrer cette hypothèse du plus haut intérêt, suivant laquelle, puisque ce qui renforce la communauté résidentielle semble être justement sa faible capacité d'initiative sociale générale, il y aurait corrélation inverse entre la sociabilité locale, faisant partie d'un système d'interaction généralisée, et l'existence d'une forte spécificité culturelle liée à une zone écologique. De même, le sentiment d'attachement au quartier semble refléter une attitude générale par rapport aux conditions de vie, plutôt qu'aux caractéristiques du cadre environnant⁵⁰.

Si l'on considère ensuite le rebondissement de la polémique sur la spécificité proprement écologique des nouveaux ensembles résidentiels de banlieue, on aboutit à des résultats similaires. Ainsi, par exemple, l'étude de Walter T. Martin sur l'écologie des « suburbs » aux Etats-Unis distingue entre les caractères propres à ces zones résidentielles et ceux qui en sont dérivés⁵¹. Or, tous ceux appartenant au premier groupe sont des truismes écologiques : localisation hors de la ville centrale, importance des migra-

47. Cf. LEDRUT, *L'Espace social de la ville*, p. 275.

48. Cf. LEDRUT, *Sociologie urbaine*, op. cit., 1968.

49. Cf. R. GLASS (editor), *The Social Background of a Plan : A Study of Middlesborough*, Routledge and Kegan P., Londres, 1948.

50. S. KELLER, op. cit., 1968.

51. Cf. W. T. MARTIN, « The structuring of social relationships engendered by suburban residence », W. DOBRINGER, (ed.), *The Suburban Community*, New York, Putnam's 1958.

tions alternantes, plus faible taille et moindre densité ; mais, plus encore, les facteurs dérivés (prédominance des jeunes ménages avec enfants, niveau de « classe moyenne », une certaine homogénéité sociale) proviennent plutôt de la migration sélective, qui est à la base de la constitution de ces zones. Ce sont donc des « segments déplacés » de la structure sociale, plutôt que des collectivités locales se structurant par rapport à un certain usage de l'espace.

Des découvertes identiques, dont nous ferons grâce au lecteur, se trouvent dans l'abondante littérature sur les « suburbs » américains, en particulier dans les études classiques de Dobriner⁵² et Taueber⁵³.

En France, l'enquête de Paul Clerc sur les grands ensembles a montré le résultat (étonnant pour l'image sociale qu'on a en général) d'une différence assez minime entre la composition socio-économique des grands ensembles et les agglomérations urbaines qu'ils avoisinent (sauf pour la proportion de « patrons », très inférieure dans les grands ensembles et celle de cadres moyens, qui y est supérieure⁵⁴). Faut-il conclure à la non-signification sociale des grands ensembles ? Ce serait aller trop vite, car le fait de concentrer sur un espace réduit le profil *moyen* d'une agglomération — profil qui s'étale, en réalité, à travers une large différenciation — est en soi une situation significative. Et, d'autre part, comme l'ont signalé Chamboredon et Lemaire⁵⁵, il faudrait différencier la couche supérieure de la population, qui se renouvelle — le grand ensemble étant une étape dans sa progression sociale — de celle qui y reste en permanence, constituant ainsi la base sociale du milieu de relation. Mais cela sort du cadre de la spécificité écologique des grands ensembles, pour les insérer dans un certain processus social qu'il reste à définir.

C'est pour cette raison qu'on reste sceptique, quand Chombart de Lauwe définit les quartiers comme unités élémentaires de vie sociale « qui se manifestent à l'observateur attentif », et dont « témoignent les comportements des habitants, leurs expressions de langage⁵⁶ ». Ces quartiers, qui, pour Chombart de Lauwe, semblent se

52. Cf. l'ensemble de l'ouvrage fondamental dirigé par Dobriner, 1958.

53. K. E. TAUEBER et A. F. TAUEBER, « White Migration and Socio-economic Differences between Cities and Suburbs », *American Sociological Review*, V, 1964, p. 718-729.

54. P. CLERC, *Grands ensembles, banlieues nouvelles*, P. U. F., Paris, 1967.

55. J.-C. CHAMBORODON et M. LEMAIRE, « Proximité spatiale et distance sociale dans les grands ensembles », *Revue française de sociologie*, janvier 1970, p. 3-33.

56. Cf. CHOMBART DE LAUWE, *op. cit.*, 1965.

structurer autour, à la fois, d'équipements socio-économiques et de lieux de réunion (cafés surtout), ne sont pas des données écologiques, des zones urbaines à la base de l'agglomération et qui se relieraient les unes aux autres comme les éléments d'un puzzle, mais, comme le note le même auteur⁵⁷, « ils n'existent réellement que dans les secteurs où les niveaux de vie sont assez bas » ; ils sont *produits*, en effet, par une certaine situation, et la communauté de quartier semble être le résultat d'une certaine combinaison de vie sociale, vie de travail et situation dans les rapports de production et de consommation, toutes deux liées à travers un certain espace, un peu à la manière dont Henri Coing retrace l'image d'un quartier parisien démolé par la rénovation⁵⁸.

Dès lors, le débat empiriste sur l'existence ou la non-existence de quartiers dans la société moderne, ou sur l'émergence éventuelle de nouveaux *liens sociaux* dans les ensembles résidentiels de banlieue, n'a tout simplement pas de sens, posé en ces termes : on ne découvre pas des « quartiers » comme on voit une rivière, on les construit, on repère les processus qui aboutissent à la structuration ou à la dé-structuration des groupes sociaux dans leur *habiter*, c'est-à-dire qu'on intègre dans ces processus le rôle joué par le « cadre spatial », ce qui revient donc à nier l'espace comme « cadre », pour l'incorporer comme élément d'une certaine pratique sociale.

C'est ce qu'a fait Henri Lefebvre quand, après avoir analysé l'idéologie communautaire qui est à la base du « quartier, unité naturelle de la vie sociale », il propose d'étudier, non pas les formes socio-écologiques figées (qui sont, par définition, insaisissables) mais les *tendances* des unités urbaines, leur inertie, leur éclatement, leur réorganisation, en un mot, la pratique de l'*habiter* plutôt que l'écologie de l'habitat⁵⁹. L'idéologie du quartier consiste justement à traiter des formes de vie sociale comme des données naturelles liées à un cadre.

Ainsi, de même que la culture « urbaine » ou « suburbaine » renvoyait sans cesse à une spécificité spatiale, sans la nommer, le thème des unités résidentielles (quartiers, banlieues, etc.) n'a de sens que par la liaison implicite qui est faite entre un contexte écologique et un contenu

57. CHOMBART DE LAUWE, *Des hommes et des villes*, Payot, Paris, 1963, p. 33.

58. H. COING, *Rénovation urbaine et changement social*, Les Editions Ouvrières, Paris, 1966.

59. H. LEFEBVRE, « Quartier et vie de quartier », *Cahiers de l'I. A. U. R. P.*, VII, Paris, mars 1967. ,

culturel. La liaison directe entre variables sociales et spatiales semble donc bien être au centre de toute la problématique des sous-cultures urbaines.

3. Y a-t-il production du social par un environnement spatial spécifique ?

En descendant de la philosophie de l'histoire à la recherche sociale, les thèses de la culture urbaine deviennent opératoires ; elles essaient de montrer la liaison de certains modes de comportement au contexte écologique qui, d'après les hypothèses culturalistes, en est la base. Ce type de recherche a une longue histoire et il continue d'être un outil privilégié de l'« explication par la co-variation », véritable sauvegarde de la bonne conscience du « sociologue empirique ».

Il est d'autant plus intéressant d'esquisser l'analyse de cette perspective que, d'une part, elle exprime dans toute sa pureté la relation de causalité postulée entre espace et culture et que, d'autre part, elle sert de fondement scientifique (puisque observé) aux constructions théoriques plus générales.

Ainsi, par exemple, la recherche classique de Farris et Dunham sur l'écologie de la déviance, à Chicago, a essayé de vérifier les thèses de Wirth sur le caractère déséquilibrant du milieu urbain, en montrant la diminution progressive du taux de maladies mentales au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre de l'agglomération⁶⁰. Or, cette étude célèbre, reprise et étendue plus tard à d'autres domaines par des dizaines de chercheurs (par exemple, par Marshall Clinard⁶¹ à l'analyse de la criminalité) a été fondée sur des statistiques relatives aux hôpitaux publics, ce qui dénature immédiatement l'observation, car si, dans la ville centrale, le niveau socio-économique de la population l'amène à se concentrer dans les hôpitaux publics, dans les banlieues de classe moyenne, une diversification s'opère, avec une forte proportion de malades dans les cliniques privées, diminuant d'autant le taux de maladie du secteur. Plus encore, par rapport à la « criminalité », des recherches comme celle de Boggs ont montré le rapport étroit entre l'attitude vis-à-vis des normes dominantes

60. R. E. L. FARRIS, H. W. DUNHAM, *Mental Disorders in Urban Areas*, University of Chicago Press, 1939.

61. M. B. CLINARD, « A Cross-cultural replication of the relations of urbanism to criminal behavior », *American Sociological Review* 25 avril 1960, p. 253-257.

et les catégories sociales, à la base des co-variations écologiques⁶².

Si l'on descend au niveau du logement, la détermination du comportement par l'habitat est encore plus incertaine. Bien sûr, le confort des habitations, le surpeuplement qu'on doit supporter sont socialement significatifs, mais il ne s'agit pas, encore une fois, d'un *rapport social*, car, suivant l'observation synthétique de Chombart de Lauwe dans l'enquête devenue classique sur la question⁶³, « il apparaît que l'attitude critique à l'égard du logement dépend plus du mode d'attribution de ces logements que de la prise de parti architectural » (p. 77).

D'autre part, la façon d'*habiter* (donc les comportements qui normalement devraient subir le plus directement l'influence de l'habitat) est fortement différenciée suivant les groupes sociaux, dans chacune des nouvelles unités résidentielles étudiées par Chombart et son équipe. Cela signifie-t-il que la disposition du logement n'a aucune influence sur le mode de vie ? Pas du tout ! Mais la relation entre *habitat* et *habiter* passe par une liaison complexe entre les caractéristiques sociales spécifiques de l'habitant et le contenu symbolique et fonctionnel du logement, ce qui éloigne de toute tentative d'explication d'une sous-culture par une forme d'habitat.

Cela dit, si le déterminisme écologique, dans ses formes les plus élémentaires, est largement dépassé, le culturalisme urbain s'est renforcé à travers une série d'études proposant un certain environnement spatial comme explicatif d'une ambiance sociale spécifique, que ce soit dans la production d'une communauté « traditionnelle » dans les quartiers des anciens noyaux urbains ou d'un nouveau mode de vie (le fameux « suburbanisme » des Anglo-Saxons) dans les ensembles résidentiels de la banlieue.

Une des meilleures expressions de cette perspective est, par exemple, la recherche, techniquement impeccable, de Sylvia F. Fava, sur le système de relations de voisinage dans trois contextes différents (un quartier central de New York, la zone périphérique de la même ville et une banlieue de la région⁶⁴). Après avoir contrôlé sept variables qui auraient pu expliquer les différences de comportement (sexe, âge, état civil, niveau d'éducation, ancienneté de résidence, origine, taille de la communauté d'origine) l'en-

62. S.L. BOGGS, « Urban Crime Patterns », *American Sociological Review*, 1964, 4, p. 522-529.

63. P. H. CHOMBART DE LAUWE, *Famille et Habitation*, t. II, C.N.R.S., Paris, 1960.

64. S. F. FAVA, « Contrast in Neighbouring ; New York city and a Suburban Community », in W. DOBRINER (ed.), *op. cit.*, 1958.

quête montre une importance grandissante des relations de voisinage, suivant le modèle classique de « classe moyenne », au fur et à mesure que le contexte spatial se rapproche de la banlieue. D'où l'on déduit l'opposition entre deux modèles culturels (« urbain » et « suburbain »)...

Evidemment, on pourrait citer bien d'autres enquêtes qui aboutissent à des résultats opposés : par exemple, l'étude de Ross sur deux zones résidentielles, centrale et périphérique, de la même ville de New York, où les différences de style de vie sont liées avant tout aux clivages internes de chaque zone, d'après les caractéristiques sociales et les classes d'âge⁶⁵.

Mais le problème n'est pas de trancher dans un sens ou dans l'autre : cette diversité de situations correspond bien à un ensemble de processus sociaux à l'œuvre, dont les combinaisons concrètes aboutissent à des modes de comportement différents. C'est ce jeu-là que Willmott et Young ont essayé de saisir dans leurs enquêtes comparatives entre un quartier ouvrier de Londres et une banlieue de classe moyenne. Ils ont fini par établir un continuum, allant d'un modèle de rapports communautaires à une sociabilité polie et superficielle, avec, à un extrême, les ouvriers habitant le quartier ouvrier, à l'autre, la classe moyenne habitant la banlieue et, entre les deux, les ouvriers habitant cette même banlieue⁶⁶.

Mais cette interaction entre les deux types de déterminants, n'équivaut pas à reconnaître une spécificité du cadre spatial en tant que tel, car le fait d'habiter une unité résidentielle où un groupe social est majoritaire, peut être traduit sociologiquement comme existence d'une sous-culture sociale, *liée au groupe dominant et non pas au cadre spatial*, qui, en se proposant comme système de référence culturelle, affecte le comportement du groupe minoritaire⁶⁷. L'influence des variables d'appartenance sociale, avec les phénomènes annexes de condensation, distribution, interaction semble finalement déterminante. Aussi bien l'enquête déjà citée de Ledrut sur les grands ensembles de Toulouse, que les observations de Whyte sur la banlieue résidentielle de Park Forest, dans la région de Chicago⁶⁸, montrent le rôle essentiel de l'homogénéité

65. H. L. ROSS, « Uptown and downtown : a study of middle class residential areas », *A. S. R.*, 30, 2, 1965.

66. WILLMOTT et YOUNG, *op. cit.*, 1960.

67. W. BELL et M. T. FORCE, « Urban neighbourhood types and participation in formal associations », *American Sociological Review*, XXI, 25-34.

68. W. H. WHITE, *The Organization Man*, Simon and Schuster, New York, 1956.

sociale pour qu'un certain type de comportement s'y développe, directement lié aux caractéristiques sociales des résidents. Une fois ce comportement produit, la concentration spatiale peut jouer, en renforçant le système de relations établi.

Dans un autre contexte, une intéressante étude de Ion Dragan sur le nouveau quartier de « Crisana », dans la ville roumaine de Slatina, révèle la profonde différenciation du système de comportement d'après les catégories sociales à l'intérieur du même ensemble et, en particulier, établit la liaison entre l'importance des relations de voisinage et l'origine immédiatement rurale des migrants, ce qui appuie encore une fois la thèse de la spécificité culturelle des groupes sociaux et contredit la liaison entre ces relations de voisinage et le mode de vie suburbain (car elles y sont beaucoup moins pratiquées par les « suburbains » d'extraction urbaine⁶⁹).

Cette pré-détermination des comportements par les groupes sociaux, eux-mêmes fonction de la place occupée dans la structure sociale, se retrouve aussi dans les analyses de la « vie de quartier » comme le montrent de nombreuses enquêtes en Europe et aux Etats-Unis⁷⁰. Entre autres exemples, une illustration frappante de la différenciation de la vie sociale à l'intérieur du même cadre urbain est l'enregistrement fait par Ch. L. Mayerson de la vie quotidienne de deux garçons, habitant à quelques mètres l'un de l'autre, au centre de New York, et dont l'un est porto-ricain et l'autre, fils d'une famille aisée de la classe moyenne⁷¹.

Même lorsqu'une zone résidentielle est fortement définie du point de vue écologique, comme c'est le cas des communautés « marginales » constituées à la périphérie des grandes villes latino-américaines (parfois au centre, comme à Rio), la différenciation sociale fait éclater en autant de segments les normes culturelles. Là aussi, pour ne donner qu'un exemple, l'enquête de C. I. D. U. sur l'énorme secteur « marginal » *Manuel Rodriguez*, à Santiago du Chili, montre que « chacune des sous-populations — différenciées surtout en termes de ressources et d'occupation — manifeste différents standards de vie, différentes orientations de

69. I. DRAGAN, *Rythme de l'urbanisation et intégration urbaine des migrants d'origine rurale*, Communication au VII^e Congrès mondial de sociologie, Varna, 1970.

70. Cf. les observations à ce sujet faites sur l'Amérique par J. A. BESHERS, *Urban Social structure*, Free Press of Glencoe, 1962 ; pour l'Angleterre, par R. E. PAHL, *Patterns of Urban Life*, Longmans, 1970 ; et, pour la France, par nous-mêmes, dans « Y a-t-il une sociologie urbaine ? », *Sociologie du Travail*, 1, 1968.

71. C. L. MAYERSON, *Two Blocks Apart*, Holt, Rinehart et Winston, New York, 1965.

valeurs et divers degrés de participation sociale » (p. 31). Plus encore, les couches les plus populaires sont celles qui montrent une plus grande cohésion et un niveau plus élevé de mobilisation, sociale et politique, à l'encontre de la prétendue loi qui lie la participation locale au modèle de comportement « de classe moyenne⁷² ».

Cela ne veut pas dire que la concentration de certaines caractéristiques sociales sur un espace soit sans effet et qu'il ne puisse pas y avoir liaison entre une certaine assise écologique et une spécificité culturelle. Les « slums » et « ghettos » nord-américains sont une manifestation concrète de l'importance de l'organisation d'un certain espace dans le renforcement d'un système de comportement⁷³. Mais il faut d'abord, pour que de tels effets se manifestent, qu'il y ait production sociale d'une certaine autonomie culturelle, et cette production dépend de la place occupée dans les rapports de production, le système institutionnel et le système de stratification sociale. En outre, la façon dont l'écologie accentue les effets culturels produits est aussi déterminée radicalement ; dans le cas des *slums* américains, par exemple, la discrimination raciale est double ; elle se manifeste, d'une part, par la distribution des « sujets » dans la structure sociale et, de l'autre, par la distribution des logements et des équipements dans l'espace. Leur forte spécificité culturelle résulte donc de cette correspondance et du sens qu'elle prend dans le domaine des rapports sociaux, à travers les conditions d'organisation particulière de la lutte de classes aux Etats-Unis.

De même, les enquêtes classiques qui ont essayé de démontrer la liaison entre la proximité résidentielle et le choix du conjoint ont abouti à isoler un certain effet de la proximité spatiale (dans la mesure où elle augmente la probabilité d'interaction) mais à l'intérieur d'une définition culturelle des couples, elle-même déterminée par l'appartenance à différents milieux sociaux⁷⁴. A des conclusions semblables arrive l'enquête de Maurice Imbert⁷⁵, qui montre comment l'éloignement spatial par rapport aux centres culturels renforce la différenciation sociale déterminée par

72. G. MUNIZAGA et C. BOURDON, *Sector Manuel Rodriguez : Estudio de un sector habitacional popular en Santiago de Chile*, CIDU, Santiago du Chili, 1970.

73. G. D. SUTTLES, *The Social Order of the Slum*, The University of Chicago, Press, 1968.

74. KATZ et HILL, « Residential Proximity and Marital selection », *Marriage and family living*, XX, février 1958, pp. 27-35.

75. M. IMBERT, « Aspects comparés de la vie de loisir à Paris et en banlieue », in C. E. G. S., *op. cit.*, 1965.

la catégorie socio-professionnelle, l'instruction et la situation familiale.

Si des formes spatiales peuvent accentuer ou infléchir certains systèmes de comportement, de par l'interaction des composantes sociales qui s'y combinent, il n'y a pas d'indépendance de leur effet et, par conséquent, il n'y a pas de liaison systématique des différents contextes urbains aux modes de vie. Chaque fois qu'une liaison de cet ordre est constatée, elle est le point de départ d'une recherche plutôt qu'un argument explicatif. Les milieux urbains spécifiques doivent donc être *compris* en tant que produits sociaux, et la liaison espace-société doit être établie comme problématique, comme objet de recherche plutôt que comme axe interprétatif de la diversité de la vie sociale, à l'encontre d'une vieille tradition de la sociologie urbaine ⁷⁶.

4. Y a-t-il production de milieux résidentiels spécifiques par les valeurs des groupes sociaux ?

Au fur et à mesure que la recherche a montré le rôle secondaire joué par le contexte écologique dans la détermination des systèmes culturels, un renversement des termes du problème s'est opéré, et un puissant courant intellectuel semble s'orienter vers la considération des milieux résidentiels comme spécification des normes et valeurs émises par le groupe social prépondérant dans chaque contexte. Il y aurait ainsi, à nouveau, des « sous-cultures urbaines », mais leur spécificité viendrait du fait que *chaque groupe racial choisit et produit un certain espace en accord avec son type de comportement*.

Dans leur conclusion sur la fameuse problématique de la nouvelle « culture suburbaine » américaine, Gist et Fava considèrent qu'elle existe effectivement et qu'elle exprime une profonde réorganisation dans le système de valeurs de la société américaine, évoluant d'une éthique protestante individualiste et puritaine vers une éthique « sociale » profondément hédoniste et axée sur la sociabilité. Les banlieues, peuplées par ces nouvelles couches de la classe moyenne, porteuses des valeurs de la « société de consommation », seraient donc le *lieu* d'expression le plus conforme à un tel style de vie ⁷⁷.

76. Voir le recueil de travaux de l'école de Chicago publié sous la direction d'E. W. BURGESS et D. J. BOGUE, *Contributions to Urban Sociology*, University of Chicago Press, 1964.

77. Cf. N. P. GIST et S. F. FAVA, *Urban Society*, Thomas Y. Crowell, New York, 1964, pp. 183-207.

Wendell Bell va plus loin, car il fait dépendre directement la forme écologique des banlieues des nouvelles valeurs de ces couches moyennes ; interdépendantes, ces valeurs seraient de trois sortes : importance de la vie familiale, carrière professionnelle commandée par une mobilité ascendante régulière, intérêt porté à la consommation. Les banlieues, aussi bien sur le plan symbolique qu'en termes d'instrumentalité, offriraient des conditions adéquates pour la réalisation de ces modes de comportement. Dès lors, rien d'étonnant à ce que cette nouvelle culture soit « suburbaine⁷⁸ ».

Cette perspective a été développée avec beaucoup plus de vigueur par Melvin et Carolyn Webber, qui analysent le rapport différentiel à l'espace, impliqué par les valeurs de l'élite intellectuelle d'un côté, et de la classe ouvrière, de l'autre⁷⁹. Dans le premier cas, l'ouverture au monde dont peut jouir l'élite, favorise un type « cosmopolitain » de la relation au temps et à l'espace, qui détermine une forte mobilité résidentielle et un habitat ouvert sur une multiplicité de relations. Par contre, pour la classe ouvrière, l'impossibilité de prévoir le futur, la nécessité de se définir toujours *ici et maintenant* obligent à un certain « localisme » et à un renforcement de la communauté résidentielle autour de liens primaires particulièrement solides. Les différents types de milieux résidentiels sont donc l'expression écologique directe des orientations particulières à chacun des groupes.

Dans un contexte très différent, l'excellente enquête de Mario Gaviria et son équipe sur le quartier périphérique du *Gran San Blas*, à Madrid⁸⁰, arrive même à montrer comment la structure et le fonctionnement d'un grand ensemble de 52 000 habitants sont directement déterminés par la conception des rapports sociaux sous-jacente à cette réalisation (dans ce cas précis, le paternalisme urbain des syndicats phalangistes) ; comme le rapport de recherche le fait remarquer, « la conception d'un quartier entièrement ouvrier, socialement différencié dans l'espace — il est situé à proximité des zones industrielles —, quartier dans lequel toutes les rues portent des noms de métiers et de tâches, où habite une majorité d'ouvriers, où tous les bâtiments publics sont construits d'après les plans des

78. W. BELL, « Social Choice, Life Styles and Suburban Residence », W. DOBBINER, *op. cit.*, 1958.

79. M. C. WEBBER et C. C. WEBBER, « Culture, Territoriality and the Elastic Middle », H. WENWORTH ELDREDGE, *Taming Megalopolis*, *op. cit.*, 1967, t. 1, pp. 35-53.

80. M. GAVIRIA et collaborateurs (*Gran San Blas*), *Revista de Arquitectura*, Madrid, 1968.

syndicats (*) et dans lequel il y a eu un concours architectural pour ériger un monument en l'honneur du "producteur mort dans la guerre" (**) — pareille conception est un fait plein de signification sociologique.

Il reflète, sur le terrain, une société divisée en classes et spatialement différenciée de façon planifiée : zones industrielles, logements syndicaux, population ouvrière, "monument au producteur". C'est une forme de développement urbanistique qui risque de s'avérer pleine de surprises » (p. 104).

Le *Gran San Blas* représente manifestement un cas limite, dans la mesure où l'espace résidentiel est rarement façonné de manière aussi directe par une conception sociale d'ensemble. Plus encore, on peut dire qu'il exprime un rapport social spécifique : celui de la domination directe d'un *habiter* (l'habiter ouvrier) par une institution bureaucratique disposant de toutes les attributions sur l'habitat. Et même dans ce cas, si l'espace résidentiel présente une certaine cohérence sociale dans sa configuration, le milieu résidentiel qui s'y est constitué ne semble pas s'adapter sans difficulté à l'appropriation sociale qui était prévue. Ce milieu résidentiel résulte plutôt de la rencontre, pas toujours harmonieuse, entre le cadre prévu (lié, lui, à une certaine *politique* de l'habitat) et la pratique sociale des habitants.

Et en réalité, c'est le nécessaire décalage entre le système de production de l'espace, le système de production des valeurs, et la liaison des deux dans la pratique sociale, qui rend impossible la pertinence des hypothèses concernant la constitution des milieux résidentiels comme simple projection des valeurs de chaque groupe. En effet, la société n'est pas pure expression de cultures en soi, mais articulation plus ou moins contradictoire d'intérêts et donc, d'agents sociaux, qui ne se donnent jamais en eux-mêmes mais toujours, et à la fois, par rapport à quelque chose d'autre. Par ailleurs, l'espace résidentiel n'est pas non plus une page où viendrait s'apposer l'empreinte des valeurs sociales. Il est, d'une part, historiquement constitué, de l'autre, articulé à l'ensemble de la structure sociale, et pas seulement à l'instance idéologique.

Par conséquent, quand il y a correspondance précise entre les valeurs d'un groupe et la communauté résidentielle, en tant qu'unité sociale et écologique, il s'agit, une

(*) Rappelons qu'il s'agit des syndicats fascistes, les seuls ayant une existence légale en Espagne.

(**) Dans la guerre civile espagnole : il s'agit encore d'une institution fasciste.

nouvelle fois, d'un rapport social spécifique, qui n'est pas donné par les simples caractéristiques internes du groupe, mais exprime un processus social qu'il faut alors établir.

Ainsi, les « milieux sociaux urbains » ne peuvent pas, non plus, être considérés comme production d'un cadre écologico-social par des valeurs culturelles spécifiques à un groupe, fraction ou classe sociale. Quand ils existent dans leur spécificité, ils représentent une certaine situation, dont la signification est toujours à découvrir par l'analyse.

Plus encore, plutôt que de découvrir l'existence ou de démontrer l'inexistence de types localisés de relations sociales, *il faudrait déceler les processus d'articulation entre les « unités urbaines » et le système de production des représentations et pratiques sociales. Celui-ci semble être l'espace théorique connoté par la problématique des milieux résidentiels.*

Maintes observations et arguments avancés tout au long de ce chapitre ont pu paraître élémentaires et de pur bon sens. Fallait-il s'attacher avec autant d'acharnement à rappeler : 1. qu'il n'y a pas de système culturel lié à une forme donnée d'organisation de l'espace ; 2. que l'histoire sociale de l'humanité n'est pas déterminée par le type de développement des collectivités territoriales ; 3. que l'environnement spatial n'est pas à la base d'une spécificité des comportements et des représentations ?

En fait, un silence pieux sur de telles digressions aurait sous-estimé la puissance et l'influence de l'idéologie urbaine, son pouvoir d'évocation de la vie quotidienne, sa capacité de *nommer* les phénomènes dans les termes de l'expérience de chacun, et de tenir lieu d'explication. La sociologie urbaine s'est fondée sur ces thèmes, des analyses culturelles du développement y prennent appui, les discours des moralistes et des politiciens s'en inspirent (en utilisant une large gamme de registres), les théoriciens de la « révolution culturelle » de la petite bourgeoisie occidentale replâtrent le mythe pour donner une « base matérielle » à leurs thèses sur la mutation de nos sociétés. Enfin, le traitement du problème, fondamental, du rapport de « l'urbain » au système idéologique, exigeait la délimitation théorique préalable d'un terrain aussi confus.

Cela dit, ayant identifié la question théorique à laquelle renvoie la problématique des « milieux sociaux urbains », nous n'avons guère progressé dans son traitement, car l'étude de l'articulation de l'instance idéologique à la spé-

cificité des unités urbaines laisse dans le vague l'essentiel de la difficulté. En effet, si le niveau idéologique, malgré toutes ses difficultés, peut être relativement reconnu et défini en termes théoriques, de quoi parle-t-on exactement quand on renvoie aux « unités urbaines » ? Le rapport entre « idéologie » et « urbain » (et, par là, entre « idéologie » et « espace ») ne peut pas être étudié sans un approfondissement préalable du contenu social de « l'urbain », c'est-à-dire sans une analyse de la structure urbaine.

III.

La structure urbaine

offerte des unités urbaines dans le cadre d'un système de relations sociales. Les unités urbaines ne sont pas des entités isolées, elles sont liées à un système de relations sociales plus vaste, qui est le système de relations sociales de l'ensemble de la société. Elles sont donc des unités urbaines dans un système de relations sociales plus vaste, qui est le système de relations sociales de l'ensemble de la société.

Plus encore, plutôt que de découvrir l'existence ou de décrire les modalités de types localisés de relations sociales, il faudrait déceler les processus d'articulation entre les « unités urbaines » et le système de production des représentations et pratiques sociales. Celui-ci semble être l'espace théorique connoté par la problématique des milieux résidentiels.

Notées observations et arguments avancés tout au long de ce chapitre ont pu paraître élémentaires et de pur bon sens. Faut-il s'attacher avec autant d'acharnement à rappeler : 1. qu'il n'y a pas de système culturel lié à une forme donnée d'organisation de l'espace ; 2. que l'histoire sociale de l'humanité n'est pas déterminée par le type de développement des collectivités territoriales ; 3. que l'environnement spatial n'est pas à la base d'une spécificité des comportements et des représentations ?

En fait, un silence peut sur de telles questions servir à masquer la primauté et l'importance de l'idéologie urbaine, son pouvoir d'orientation de la vie collective, sa capacité de rompre les préjugés, de poser des problèmes de l'existence de chacun, et de tenir lieu d'opinion. La sociologie urbaine s'est fondée sur ces données, des analyses culturelles et développées à travers elles, les dimensions des mentalités et des comportements, son inséparabilité d'une large gamme de registres, les thématiques de la « révolution culturelle » de la petite bourgeoisie occidentale, le mythe pour donner une « base matérielle » à leurs thèses sur la mutation de nos sociétés. Enfin, le traitement du problème, fondamentalement, du rapport de « l'urbain » au système idéologique, exigeait la détermination théorique préalable d'un terrain aussi confus.

Cela dit, ayant identifié la question théorique à laquelle revêtait la problématique des « milieux sociaux urbains », nous n'avons guère progressé dans son traitement, car l'étude de l'articulation de l'instance idéologique à la spé-

ainsi que la spécificité de son affiliation aux autres disciplines d'une réalité historique.

Cela veut dire qu'il n'y a pas de théorie de l'espace qui ne soit partie intégrante d'une théorie sociale générale, même implicite.

L'espace urbain est structuré, c'est-à-dire qu'il n'est pas organisé au hasard et que les processus sociaux s'y réalisent, exprimant, en les différenciant, les déterminismes de chaque type et de chaque période de l'organisation sociale. A partir de cette évidence, pourtant lourde d'implications, l'étude de la structure urbaine ne peut être menée que sur deux plans : il s'agit d'une part d'élaborer des outils théoriques susceptibles d'appréhender le réel d'une façon significative et, d'autre part, d'utiliser ces outils pour une succession d'analyses empiriques des phénomènes sociaux.

III

La structure urbaine

Considérer la ville comme une projection de la société sur l'espace urbain, les points de départ indispensables de toute analyse théorique de la structure urbaine, sont les grands principes fondamentaux de la géographie humaine. L'action de l'espace sur la structure sociale, sans rencontrer d'autre obstacle que la trace des phénomènes passés, est évidente. La géographie humaine, en tant que science sociale, doit donc se consacrer à l'étude de la structure urbaine, dans la mesure où celle-ci est le résultat de l'action de l'espace sur la structure sociale. L'espace est un facteur déterminant de la structure sociale, et la géographie humaine doit se consacrer à l'étude de la structure urbaine, dans la mesure où celle-ci est le résultat de l'action de l'espace sur la structure sociale.

Le débat sur la théorie de l'espace

Considérer la ville comme la projection de la société sur l'espace est à la fois un point de départ indispensable et une affirmation trop élémentaire. Car, s'il faut dépasser l'empirisme de la description géographique, on court le très grand risque d'imaginer l'espace comme une page blanche sur laquelle s'inscrit l'action des groupes et des institutions, sans rencontrer d'autre obstacle que la trace des générations passées. Cela équivaut à concevoir la nature comme entièrement façonnée par la culture, alors que toute la problématique sociale prend naissance dans l'union indissoluble de ces deux termes, à travers le processus dialectique par lequel une espèce biologique particulière (particulière, puisque divisée en classes), « l'homme », se transforme et transforme son environnement dans sa lutte pour la vie et pour l'appropriation différentielle du produit de son travail.

L'espace est un produit matériel, en relation avec d'autres éléments matériels — entre autres, les hommes, qui entrent eux-mêmes dans *des rapports sociaux déterminés*, qui donnent à l'espace (ainsi qu'aux autres éléments de la combinaison) une forme, une fonction, une signification sociale. Il n'est donc pas pure occasion de déploiement de la structure sociale, mais expression concrète de chaque ensemble historique dans lequel une société se spécifie. Il s'agit alors d'établir, de la même manière que pour tout autre objet réel, les lois structurales et conjoncturales qui commandent son existence et sa transformation,

ainsi que la spécificité de son articulation aux autres éléments d'une réalité historique.

Cela veut dire qu'il n'y a pas de théorie de l'espace qui ne soit partie intégrante d'une théorie sociale générale, même implicite.

L'espace urbain est structuré, c'est-à-dire qu'il n'est pas organisé au hasard, et que les processus sociaux s'y rattachent, expriment, en les spécifiant, les déterminismes de chaque type et de chaque période de l'organisation sociale. A partir de cette évidence, pourtant lourde d'implications, l'étude de la structure urbaine doit être menée sur deux plans : il s'agit, d'une part, d'élaborer des outils théoriques susceptibles d'appréhender le concret-réel d'une façon significative et, d'autre part, d'utiliser ces outils dans une succession discontinue d'analyses particulières visant des phénomènes historiquement donnés. Cette étude a été tentée par plusieurs courants théoriques, avec une force dont témoigne l'abondance des recherches. Ainsi, l'effort théorique de *l'écologie humaine*, en particulier à partir de l'Ecole de Chicago, domine encore l'appréhension de l'organisation urbaine, dans la littérature et dans la pratique, que ce soit à travers la reprise de ses thèmes classiques ou à travers les critiques et réactions suscitées¹. En effet, la plupart des alternatives théoriques proposées, qui se situent par rapport à cette tradition, ne font qu'en donner une image inversée, sans redéfinir les termes mêmes de la question.

Il est impossible d'aborder l'analyse de l'organisation de l'espace sans une discussion, même rapide, de cette tradition de recherche. Non pas pour faire l'histoire des idées, mais pour examiner l'efficacité théorique des propositions avancées et des travaux réalisés. Car la formulation de la fameuse théorie de Burgess sur l'évolution des agglomérations urbaines par zones concentriques² prête trop facilement à sourire, du fait de son ingénuité ethnocentrique, alors qu'elle rend compte d'un certain processus de développement urbain, historiquement situé dans des *conditions* socio-économiques que Quinn a bien su préciser : un certain degré d'hétérogénéité ethnique et sociale ; une base économique industrielle-commerciale ;

1. L'ouvrage de base reste celui de R. PARK, E. BURGESS et R. Mc KENZIE, *The City*, Chicago, University of Chicago Press, 1925. La meilleure collection de travaux écologiques est celle éditée par G. A. THEODORSON, *Studies in Human Ecology*, Evanston, Illinois, Row, Peterson and Co, 1961, 626 p.

2. E. BURGESS, « The growth of the City » dans PARK, BURGESS et Mc KENZIE, *op. cit.*, pp. 47-62.

propriété privée ; commerce ; des organisations économiques spécialisées fonctionnellement et différenciées spatialement ; un système de transports efficace et sans trop grande irrégularité ; un noyau urbain central à forte valeur foncière³.

Il s'agit donc de l'évolution d'une agglomération en croissance rapide, dominée par une industrialisation capitaliste entièrement commandée par la logique du profit et, partant, d'un noyau urbain préexistant à faible charge symbolique et peu constitué socialement et architecturalement. Ainsi, dans le Chicago étudié par Burgess, l'occupation du centre urbain (zone I) par les sièges sociaux d'entreprises et les centres administratifs (au lieu stratégique de l'accessibilité et de la densité sociale de la ville) découle de la domination sociale des entreprises et de l'importance stratégique de leurs centres directionnels concentrés à l'intérieur d'un milieu fortement organisé. Les zones II et III, qui correspondent à l'invasion de l'ancien espace urbain par l'industrie et les résidences nécessaires aux travailleurs employés, sont le résultat, d'une part, des avantages énormes que représente pour l'industrie de la première époque sa greffe sur le tissu urbain et, d'autre part, de la possibilité sociale de domination et même de destruction du cadre urbain par l'implantation industrielle. La zone IV, résidence des classes supérieures, est la conséquence de la détérioration urbaine ainsi produite, et l'expression de la distance sociale, que matérialise la création d'un nouvel espace résidentiel au-delà de la ville, abandonnée au fonctionnel. Enfin la zone V, comprenant les satellites résidentiels et productifs encore non intégrés à l'agglomération, exprime la domination progressive de la ville sur son *hinterland*, à travers la concentration économique et la spécialisation fonctionnelle⁴.

L'explicitation des conditions de base permet de comprendre que le même modèle d'urbanisation ait pu rendre compte de la croissance d'un certain nombre de villes américaines⁵ et, partiellement, de villes européennes, comme

3. J. A. QUINN, « The Burgess Zonal Hypothesis and Its Critics », *American Sociological Review*, 5, 1940, pp. 210-218.

4. Cf. Les éléments facilitant cette discussion dans P. H. MANN, *An Approach to Urban Sociology*. Routledge and Kegan Paul, Londres, 1965.

5. Par exemple, R. V. BOWERS, « Ecological Patterning of Rochester, New York », *American Sociological Review*, 4, 1939, pp. 180-189 ; TH. R. ANDERSON and J. A. EGELAND, « Spatial Aspects of Social Area Analysis », *A. S. R.*, 26, 1961, 392-398 ; R. W. O'BRIEN, « Beatle Street, Memphis, A Study in Ecological Succession », *Sociology and Social Research*, XXVI, may 1941, 439-36.

l'ont montré Chombart de Lauwe à Paris⁶ ou McElrath à Rome⁷, tout en introduisant cette modification très importante : l'existence d'une résidence privilégiée des catégories supérieures dans le centre de la ville, espace chargé d'attaches symboliques et de lieux de consommation culturelle.

En revanche, quand les conditions de base changent qualitativement, la prétention d'universalité du modèle de Burgess tombe d'elle-même. C'est le cas, par exemple, de l'étude classique de Gist sur l'écologie de Bangalore⁸, qui montre l'éclatement du centre et l'interpénétration spatiale des activités et des populations. Plus intéressante encore est l'analyse de Schnore sur l'organisation spatiale d'une soixantaine de villes latino-américaines, qui conclut à l'existence de deux formes urbaines principales : le modèle « traditionnel » — un centre historique, entouré de faubourgs populaires, qui sert d'assise aux couches supérieures et aux fonctions de direction — et le modèle de croissance industrielle, qui reproduit partiellement les traits fondamentaux du développement par zones⁹.

Mieux encore, Chicago même, au milieu du XIX^e siècle, ainsi que les grandes villes européennes d'avant l'industrialisation structurent leur espace de façon hiérarchisée autour du centre de première implantation. De même, certaines villes du sud des États-Unis s'écartent considérablement, par leur configuration, des normes d'une organisation spatiale dominée par la loi du marché, dans la mesure où leur composition sociale fait une place plus large aux reliquats de l'oligarchie agraire traditionnelle¹⁰.

Les modifications qu'on a tenté d'apporter à la théorie des zones ne représentent pas un déplacement substantiel de problématique et tombent donc sous la même critique exigeante d'une spécification des conditions historiques de leur validité. Ainsi, les *distinctions sectorielles* proposées par Hoyt¹¹ essaient d'adapter le modèle aux situations dans lesquelles on trouve une rigidité sociale due à l'histoire

6. P. H. CHOMBART DE LAUWE et collaborateurs, *Paris et l'agglomération parisienne*, 2 t., Paris, P. U. F., 1950.

7. D. E. McELRATH, « The social areas of Rome », *A. S. R.*, 27 juin 1962, pp. 389-390.

8. N. P. GIST, « The Ecology of Bangalore, India : An East-West Comparison », *Social Forces*, 35, may 1957, pp. 356-65.

9. L. F. SCHNORE, « On the Spatial Structure of Cities in the Two Americas » dans P. H. HAUSER et L. F. SCHNORE (editors) *The Study of Urbanization*, New York, John Wiley and Sons, 1965, p. 347-398.

10. H. W. GILMORE, « The Old New Orleans and the New : A Case for Ecology », *A. S. R.*, 9, August 1944, pp. 385-394.

11. H. HOYT, *The Structure and Growth of Residential Neighborhoods in American Cities*, Washington D. C., Federal Housing Administration, 1939.